

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2148

29 septembre 2007

### SOMMAIRE

A.C. Consulting .....	103061	Meandros Real Estate Holding S.A. ....	103103
AMADEA Management, s.à r.l. ....	103065	Meyer & Richmond Company S.A. ....	103061
Ancelmont S.A. ....	103061	Nordea Life & Pensions S.A. ....	103062
Beverage Packaging Holdings (Luxem- bourg) III S.à r.l. ....	103068	Olcese Finance S.A. ....	103102
Black Lion Beverages Luxembourg ....	103063	Pangea I Managers S.à.r.l. ....	103064
Brenntag FinanceCo I .....	103059	Pangea I, SCA, Sicar .....	103064
Brenntag FinanceCo II .....	103103	PRO 53 S.A. ....	103064
Cegetel Holdings I B.V. ....	103104	Richard International S.A. ....	103101
ConocoPhillips Global Funding S.à r.l. ...	103104	S.A. European Partners .....	103060
Degroof Holding Luxembourg S.A. ....	103061	Sireo Immobilienfonds No. 4 London Stoc- kley Park S.à r.l. ....	103062
Distrilux Granit S.A. ....	103070	Solmar Investissements S.A. ....	103060
Dominor (Luxembourg) S.A. (INC.) ....	103065	Sopardif S.A. ....	103066
Dominor (Luxembourg) S.A. (INC.) ....	103065	Spark S.A. ....	103062
Dorje Holding S.A. ....	103063	Team H .....	103058
DS Smith (Luxembourg) S.à r.l. ....	103058	Tharc S.A. ....	103065
Euroma Holding S.A. ....	103067	Thermolux Immobilière .....	103101
Exceliance S.A. ....	103058	Travelex TC US Investments S.à.r.l. ....	103063
Fat Boy S.A. ....	103058	Travelex TC US Investments S.à.r.l. ....	103063
Fedi S.A. ....	103067	VARA s.à r.l. ....	103059
GlobeOp Financial Services S.A. ....	103070	Vedalo Holding S.A. ....	103067
Greenridge Finance S.à r.l. ....	103067	Vlimmo International S.A. ....	103103
Greenridge Property Four S.à r.l. ....	103066	Wemaro S.A. ....	103066
Habitaculum .....	103066	Western Union Financial Services (Luxem- bourg) S.à r.l. ....	103060
Hyperion S.A. ....	103060	West Fraser Luxembourg S.à.r.l. ....	103062
Invest Synergy Office S.A. ....	103104		

**DS Smith (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.  
R.C.S. Luxembourg B 93.199.

Le bilan au 30 avril 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007102011/280/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2007, réf. LSO-CH07864. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070115320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2007.

---

**Fat Boy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 118.458.

Le bilan au 31 décembre 2006 et les annexes y annexées ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007102012/317/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2007, réf. LSO-CH06058. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070115316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2007.

---

**Team H, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6419 Echternach, 6, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 112.717.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 28 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007102013/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07295. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070115652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2007.

---

**Exceliance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 310, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 83.412.

*Extrait de l'assemblée générale ordinaire extraordinairement réunie le 2 mai 2007*

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires ordinaire réunie extraordinairement tenue le 2 mai 2007 que:

«Monsieur Gilles Malhomme est révoqué de sa fonction d'administrateur et remplacé par Monsieur Jean-Marc Assa, employé privé, demeurant à L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix. Son mandat expirera à l'assemblée statutaire de 2013».

Signature

*Un administrateur*

Référence de publication: 2007102632/1091/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08514. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Brenntag FinanceCo I, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 99.197.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
BRENNTAG FinanceCo I S.à r.l.  
Signature / Signature  
Gérant / Gérant

Référence de publication: 2007102477/24/15.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08576. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**VARA s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4970 Bettange-sur-Mess, 1A, route des Trois Cantons.  
R.C.S. Luxembourg B 103.932.

L'an deux mille sept, le dix juillet.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Leon Van Den Eeckhaut, commerçant, demeurant à B-9340 Oordegem, Dries, 49,  
ici représenté par Mademoiselle Anne-Lies Van Den Eeckhaut, employée privée, demeurant à Alzingen, en vertu d'une  
procuration datée du 6 juillet 2007.

2.- Madame Rita Rauwoens, commerçante, épouse de Monsieur Leon Van Den Eeckhaut, demeurant à B-9340 Oordegem, Dries, 49,  
ici représentée par Mademoiselle Anne-Lies Van Den Eeckhaut, prénommée, en vertu d'une procuration datée du 5  
juillet 2007.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par la représentante des comparants et le notaire soussigné,  
resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-avant, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à  
responsabilité limitée VARA s.à r.l., avec siège social à L-8832 Rombach-Martelange, 18, route de Bigonville, inscrite au  
Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.932, constituée suivant acte notarié en  
date du 5 décembre 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 71 du 10 février 1996,  
modifiés suivant acte notarié en date du 2 septembre 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations,  
numéro 446 du 24 juin 2000 et se réunissent en assemblée générale et prennent à l'unanimité la résolution suivante:

*Résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de la société de L-8832 Rombach-Martelange, 18, route de Bigonville  
à L-4970 Bettange-sur-Mess, 1a, route des Trois Cantons, et de modifier la première phrase de l'article 2 des statuts  
comme suit:

« **Art. 2. (1<sup>ière</sup> phrase).** Le siège social est établi à Bettange-sur-Mess.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante des comparants, elle a signé avec le notaire le présent  
acte.

Signé: A.-L. Van den Eeckhaut, J. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2007, LAC/2007/17369. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la Société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés  
et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2007.

J. Baden.

Référence de publication: 2007102602/7241/39.

(070116466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**S.A. European Partners, Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 64.933.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2007.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2007102497/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2007, réf. LSO-CH07940. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Solmar Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 100.334.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2007.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2007102498/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2007, réf. LSO-CH07945. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Western Union Financial Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.  
R.C.S. Luxembourg B 120.061.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 27 août 2007.

M. Lecuit

*Notaire*

Référence de publication: 2007102638/243/12.

(070116527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Hyperion S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 123.374.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HYPERION S.A.

R. Meister / Y. Cacclin

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2007102554/45/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07682. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Meyer & Richmond Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 96.106.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2007.

*Pour la société*  
Signature

Référence de publication: 2007102500/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2007, réf. LSO-CH07934. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**A.C. Consulting, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 55.238.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2007.

*Pour la société*  
Signature

Référence de publication: 2007102502/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08517. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Ancelmont S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 112.322.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ANCELMONT S.A.  
T. Fleming / C. Schmitz  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2007102559/45/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07673. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Degroof Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 28.259.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 juillet 2007.

J.-J. Wagner  
*Notaire*

Référence de publication: 2007102570/239/12.

(070116189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Nordea Life & Pensions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 562, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 35.996.

Statuts coordonnés rectificatifs déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 9 mai 2007 sous référence L070059190.05.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Baden  
Notaire

Référence de publication: 2007102588/7241/12.

(070116184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Sireo Immobiliefonds No. 4 London Stockley Park S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 127.194.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 juillet 2007.

J.-J. Wagner  
Notaire

Référence de publication: 2007102592/239/12.

(070116203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**West Fraser Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 52.281.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 98.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007102851/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH08763. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

---

**Spark S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 114.571.

La Fiduciaire L.P.G. SARL (RC n ° B 84.426) informe que le contrat de domiciliation du siège social de SPARK S.A. (RC n ° B 114571) au 31, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg a été résilié avec effet au 9 août 2007.

Il en résulte d'un courrier adressé à la société que LE COMITIUM INTERNATIONAL SA (RC n ° B 83.527) demeurant au 31, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg démissionne de ses fonctions de Commissaire aux Comptes avec effet immédiat.

Luxembourg, le 9 août 2007.

LE COMITIUM INTERNATIONAL SA / Signature  
Le Commissaire aux Comptes / Le domiciliataire  
Signature / -

Référence de publication: 2007102684/1091/17.

Enregistré à Luxembourg, le 22 août 2007, réf. LSO-CH06795. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Black Lion Beverages Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.467.325,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 113.100.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg), en date du 22 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 628 du 27 mars 2006.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2006, le rapport du réviseur d'entreprise, DELOITTE S.A. et le rapport consolidé de gestion ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLACK LION BEVERAGES LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2007102664/250/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08579. - Reçu 98 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**Travelex TC US Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 81.429.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007102662/257/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08640. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**Travelex TC US Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 81.429.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007102658/257/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08649. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**Dorje Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.  
R.C.S. Luxembourg B 71.802.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MERCURIA SERVICES

Signature

Référence de publication: 2007102657/1005/13.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08546. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**Pangea I, SCA, Sicar, Société en Commandite par Actions.**

R.C.S. Luxembourg B 108.815.

Le siège de la société PANGEA I, SCA, SICAR, 560A, rue de Neudorf, L-2220 Neudorf, numéro RCS B 108815, est dénoncé avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007102682/799/14.

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 2007, réf. LSO-CH05453. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Pangea I Managers S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 111.461.

Le siège de la société PANGEA I MANAGERS, S.à r.l. 560A, rue de Neudorf, L-2220 Neudorf, numéro RCS B 111.461, est dénoncé avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 2 août 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007102681/799/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 août 2007, réf. LSO-CH04644. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**PRO 53 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 108.742.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 12 juillet 2007*

*Résolutions*

Suite aux démission de M. Natale Capula, M. Gianluca Ninno et LUXEMBOURG MANAGEMENT SERVICES de leur fonction d'administrateur, de F.G.S. CONSULTING LLC de sa fonction de commissaire aux comptes, l'assemblée décide de nommer pour la période expirant à l'assemblée qui se tiendra en 2013:

*Conseil d'administration:*

- Mme Sonja Bemtgen, licenciée en criminologie, demeurant 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg,
- M. Xavier Mangiullo, employé privé, demeurant 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg,
- M. John Troisfontaines, expert-comptable, demeurant 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg

*Commissaire aux comptes:*

- Mme Isabelle Lambert, employée privée, demeurant 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg

L'assemblée décide de transférer le siège social du 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg au 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007102690/1142/26.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2007, réf. LSO-CG08427C. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**AMADEA Management, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 66.711.

Suite à la cession de parts du 9 juillet 2007, le capital de la Sàrl susmentionnée est réparti comme suit:  
BELAIR UNITED LIMITED, 500 parts sociales

Le 13 juillet 2007.

M. Valvasori  
Gérant

Référence de publication: 2007102768/759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 2007, réf. LSO-CH05412. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**Dominor (Luxembourg) S.A. (INC.), Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 167, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 96.655.

Par la présente, nous vous donnons notre démission en tant que commissaire aux comptes de la société DOMINOR (LUXEMBOURG) S.A. (INC.).

Cette démission prend effet aujourd'hui même le 7 août 2007.

Luxembourg, le 7 août 2007.

Pour STRATEGO TRUST S.A.

H. Grossmann

Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2007102788/792/16.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2007, réf. LSO-CH06197. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**Dominor (Luxembourg) S.A. (INC.), Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 96.655.

Le siège social de la société, 167, route de Longwy, L-1941 Luxembourg, est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 août 2007.

STATEGO TRUST S.A.

Signature

Référence de publication: 2007102691/792/12.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2007, réf. LSO-CH06203. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**Tharc S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 99.069.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007102819/689/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 août 2007, réf. LSO-CH06607. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

**Sopardif S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, place Winston Churchill.  
R.C.S. Luxembourg B 54.592.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Foetz, le 31 août 2007.

SOPARDIF S.A.

Signature

Référence de publication: 2007102799/2725/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 août 2007, réf. LSO-CH05115. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

---

**Habitaculum, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 111.323.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007102806/5464/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02592. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

---

**Wemaro S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.  
R.C.S. Luxembourg B 45.565.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007102807/1211/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 2007, réf. LSO-CH03511. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

---

**Greenridge Property Four S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 127.212.

Le siège social de la société GREENRIDGE HOLDINGS S.à r.l., associée de la société GREENRIDGE PROPERTY FOUR S.à r.l., a été transféré du L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff, au L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie en date du 4 avril 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour GREENRIDGE PROPERTY FOUR S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007102781/6341/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 août 2007, réf. LSO-CH06410. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Greenridge Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 116.403.

Le siège social de la société GREENRIDGE HOLDINGS S.à r.l., associée de la société GREENRIDGE FINANCE S.à r.l., a été transféré du L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff, au L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie en date du 4 avril 2007.

Pour extrait sincère et conforme  
Pour GREENRIDGE FINANCE S.à r.l.  
Signature  
Un mandataire

Référence de publication: 2007102782/6341/16.

Enregistré à Luxembourg, le 22 août 2007, réf. LSO-CH06411. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**Euroma Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 86.156.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

S. Paché.

Référence de publication: 2007103009/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2007, réf. LSO-CH02341. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

**Fedi S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 38.914.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2005, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2007102994/565/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09249. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

**Vedalo Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 11.478.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2005, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007102990/565/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09251. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

**Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 404.969.325,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 128.135.

In the year two thousand and seven, on the twenty-fifth day of July,

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand duchy of Luxembourg,

There appeared:

BEVERAGE PACKAGING HOLDINGS (LUXEMBOURG) I, S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office in 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number 128.592,

hereby represented by Michaël Meylan, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on July 20, 2007;

the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. BEVERAGE PACKAGING HOLDINGS (LUXEMBOURG) I, S.A is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of BEVERAGE PACKAGING HOLDINGS (LUXEMBOURG) III, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 128.135, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Remich, on May 4, 2007, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Me Paul Frieders, notary residing in Luxembourg, on May 29, 2007, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Company's share capital is presently set at four hundred four million hundred sixty-nine thousand three hundred twenty-five euros (EUR 404,969,325.-) divided into sixteen million one hundred ninety-eight thousand seven hundred seventy-three (16,198,773) shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

III. The agenda is worded as follows:

1. Transfer of the registered office of the Company from its current address to 6, parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach effective as of the date hereof.

2. Amendment of article 2 paragraph 1 of the Articles.

3. Miscellaneous.

IV. The Sole Shareholder has passed the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from its current address to 6, parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach effective as of July 25, 2007.

*Second resolution*

As a consequence of the first resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 2 paragraph of the articles of association of the Company (the Articles) which shall henceforth read as follows:

« **Art. 2.1.** The registered office of the Company is established in the Municipality of Schuttrange. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.»

*Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately 1,900.- euros.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-cinq juillet,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

A comparu:

BEVERAGE PACKAGING HOLDINGS (LUXEMBOURG) I S.A, une société anonyme constituée et soumise au droit de Luxembourg, ayant son siège social au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128.592,

ici représentée par Michaël Meylan, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 juillet 2007;

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La partie comparante, telle que représentée ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. BEVERAGE PACKAGING HOLDINGS (LUXEMBOURG) I S.A est l'associé unique (l'Associé Unique) de la société BEVERAGE PACKAGING HOLDINGS (LUXEMBOURG) III S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128.315, constituée par acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, en date du 4 mai 2007, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, du 29 mai 2007, non publié encore au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à quatre cent quatre millions neuf cent soixante-neuf mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 404.969.325,-) divisé en seize millions cent quatre-vingt dix-huit mille sept cent soixante-treize (16.198.773) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

III. L'ordre du jour est libellé comme suit:

1. Transfert du siège social de la Société de son adresse actuelle au 6, parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach avec effet à la date des présentes;

2. Modification de l'article 2 alinéa 1<sup>er</sup> des Statuts

3. Divers.

IV. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle au 6, parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach avec effet au 25 juillet 2007.

#### *Deuxième résolution*

Suite à la première résolution, l'Associé Unique décide de modifier l'article 2 alinéa 1<sup>er</sup> des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 2. Alinéa 1<sup>er</sup>.** Le siège social est établi dans la municipalité de Schuttrange. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gestion. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.»

#### *Estimation des frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à 1.900 euros.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, à la requête de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: M. Meylan, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2007, Relation: LAC/2007/20215. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007102989/211/108.

(070117324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

**Distrilux Granit S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 115.644.

La Fiduciaire L.P.G. SARL (RC n ° B 84.426) informe que le contrat de domiciliation du siège social de DISTRILUX GRANIT S.A. (RC n ° B 115644) au 31, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg a été résilié avec effet au 10 août 2007.

Il en résulte d'un courrier adressé à la société que LE COMITIUM INTERNATIONAL SA (RC n ° B 83.527) demeurant au 31, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg démissionne de ses fonctions de Commissaire aux Comptes avec effet immédiat.

Luxembourg, le 10 août 2007.

LE COMITIUM INTERNATIONAL SA / Signature

*Le Commissaire aux Comptes / Le domiciliataire*

Signature / -

Référence de publication: 2007102683/1091/17.

Enregistré à Luxembourg, le 22 août 2007, réf. LSO-CH06802. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**GlobeOp Financial Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 74.304.

In the year two thousand and seven on the sixth day of the month of June,  
Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

was held the extraordinary general meeting of shareholders of the société anonyme GlobeOp FINANCIAL SERVICES S.A. (the «Company»), having its registered office in Luxembourg at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg incorporated by deed of M<sup>e</sup> Paul Bettingen, notary residing in Niederanven on 22nd January 2000, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») n ° 374 on 24th May 2000, in relation to agenda items (M) to (U) as set forth below.

The articles of incorporation were amended several times and for the last time by deed of M<sup>e</sup> Henri Hellinckx, prenamed, on 4th May 2007, not yet published in the Mémorial.

The meeting was presided over by M<sup>e</sup> Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary M<sup>e</sup> Kathrin Kraemer, maître en droit, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms Miriam Schinner, Rechtsanwältin, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The general meeting was convened by convening notice sent by registered mail to all shareholders on 23rd May 2007. The shareholders represented and the number of shares held by each of them as well as the class of their shares are shown on the attendance list signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. This list as well as the proxies will be annexed to this deed so as to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that out of the 1,850,611 Class A Common Shares in issue 1,794,385 Class A Common Shares are represented, and out of the 2,258,261 Preferred Shares in issue all Preferred Shares in issue are represented so that together 98,6316 % of the issued share capital is represented.

III. This extraordinary general meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out in the convening notice and in the proxies which all shareholders which are represented have received and signed.

IV. The agenda of the meeting is as follows, it being clarified that the first part of the meeting on items (A) to (L) is recorded by separate minutes, not recorded by way of notarial deed and not part of the present deed:

(A) Presentation of the statutory Directors Report and the consolidated Directors Report for the year ended 31st December, 2006

(B) Presentation of the reports by the auditors of the Company in respect of the statutory financial statements of the Company for the year ended 31st December, 2006

(C) Presentation of the reports by the auditors of the Company in respect of the consolidated financial statements of the Company and its group, for the years ended 31st December 2006

(D) Approval of the statutory financial statements of the Company for the year ending 31st December 2006

(E) Approval of the consolidated financial statements of the Company and its group, for the year ended 31 December 2006

(F) Presentation of the directors report and the report by the auditors of the Company in respect of the amended and restated consolidated financial statements of the Company and its group, for the year ended 31st December 2005 (including the amended and restated financial information for the year ended 31st December 2004)

(G) Approval of the amended and restated consolidated financial statements of the Company and its group, for the year ended 31st December 2005 (including the amended and restated financial information for the year ended 31st December 2004)

(H) Allocation of the results of the Company for the year ended 31st December 2006

(I) Discharge to all the Directors of the Company in office during the year ended 31 December 2006 and confirmation of discharge of all Directors in office during the years ending 31st December 2004 and 31st December 2005

(J) Authorisation of the Company, or any wholly-owned subsidiary, to from time to time purchase, acquire or receive shares in the Company up to 10% of the issued share capital from time to time, over the stock exchange or in privately negotiated transactions, and in the case of acquisitions for value, at a purchase price being (A) no less than the higher of (i) ninety per cent of the lowest stock price over the thirty trading days preceding the date of the purchase and (ii) nominal value per share and (B) no more than (i) the higher of 5% above the average market value of the Company's shares for the 5 business days prior to the day the purchase is made and (ii) a price higher than the higher of the price of the last independent trade and the highest current independent bid on the trading venues where the purchase is to be carried out and on such terms as shall be determined by the Board of Directors of the Company, provided such purchase is in conformity with Article 49-2 of the Luxembourg law of 10 August 1915 and with applicable laws and regulations, such authorisation being granted for a period of 12 months

(K) Appointment of PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. as auditors of the Company for the period ending at the general meeting of shareholders approving the statutory financial statements of the Company for the year ending 31st December 2007

(L) Directors' remuneration

(M) Decision to restructure the entire issued share capital of the Company

(i) by converting all Shares in issue in the Company, being Class A Common Shares and all Preferred Shares, into one single class of ordinary shares with equal rights and obligations at a conversion ratio of one (1) to one (1);

(ii) by reducing the nominal value of 3.- USD of each Share in issue in the Company to an amount of 0.12 USD without share capital reduction and thereby proceed to the split of each existing Share of the Company into 25 Shares of the same class;

(iii) consequential amendment of the articles of incorporation of the Company as set forth in the amended and restated articles of incorporation (agenda item (S))

(N) Decisions as to the issue of Beneficiary Certificates, reduction of share capital and authorisation to deliver Shares in exchange of Beneficiary Certificates

(i) decision to issue and issue of 9,047,175 non voting class A beneficiary certificates having equal rights, (save as to voting) and in particular economic rights, as the Shares of the Company with a par value of 0.12 USD each (the «A Beneficiary Certificates») against the transfer to the Company of a like number of 9,047,175 Shares (being prior to resolution on agenda item (M) above, 361,887 Preferred Shares) by one or more TA Investors, such Shares to be held in treasury by the Company;

(ii) decision to issue and issue of 12,202,825 non voting class B beneficiary certificates having equal rights, (save as to voting) and in particular economic rights, as the Shares of the Company with a par value of 0.12 USD each (the «B Beneficiary Certificates», and together with the A Beneficiary Certificates, the «Beneficiary Certificates») against the transfer to, and cancellation by, the Company of a like number of 12,202,825 Shares (being prior to resolution on agenda item (M) above, 488,113 Preferred Shares) by one or more TA Investors, decision to cancel such Shares and to proceed to a share capital reduction equal to the aggregate nominal value of such Shares (being USD 1,464,339.-), creation of a special non-distributable reserve within the Company (the «Special Reserve»), allocation of the amount of the share capital reduction to such Special Reserve;

(iii) approval of the terms of the Beneficiary Certificates as set forth in the amended and restated articles of incorporation to be approved under agenda item (S) and in particular without limitation, the distribution and liquidation rights thereof, the exchange feature against the Shares held in treasury for the A Beneficiary Certificates and in the case of the B Beneficiary Certificates, the issue of Shares by the Company by way of incorporation of the Special Reserve, each time upon certain events occurring (being the earlier of 30th June 2008 and the date of transfer of the Beneficiary Certificates to a party non Affiliated with the TA Investor Holders and TA Associates Inc (as defined in the articles) (the «Trigger Event»));

(iv) authorisation and instruction to the Board of Directors with full power of substitution to take any steps, actions or measures as may be appropriate, necessary or useful in relation with the issue of Beneficiary Certificates above;

(v) authorisation and instruction to the Board of Directors with full power of substitution of the Company to upon a Trigger Event (i) exchange treasury Shares against the A Beneficiary Certificates in an equal number upon receipt and/or cancellation of the relevant A Beneficiary Certificates and (ii) issue Shares within the authorised share capital by way of incorporation of the Special Reserve in an equal number upon receipt and/or cancellation of the relevant B Beneficiary Certificates and (iii) to take any steps, actions or measures as may be appropriate to effect the exchange of Beneficiary Certificates for Shares of the Company upon a Trigger Event including the transfer of treasury Shares, the issue of Shares, the incorporation of the Special Reserve and the amendment of the articles upon the exchange and issue of Shares and the recording thereof in front of notary public;

(vi) amendments of the articles of incorporation of the Company in order to include the provisions relating to the Beneficiary Certificates as set forth in the amended and restated articles under agenda item (S);

(O) Restructuring of the authorised share capital of the Company by,

(i) the creation of an authorised share capital within the Company of an amount of 24,000,000.- USD represented by 200,000,000 Shares with a nominal value of 0.12 USD each,

(ii) the waiver, agreement to the suppression of, and authorisation to the Board to proceed to issue shares within the authorised share capital against contributions in cash, in kind or by way of incorporation of available premium or reserves or otherwise pursuant to the terms and conditions determined by the Board of Directors or its delegate(s) while waiving, suppressing or limiting any pre-emptive subscription rights as provided for under Luxembourg law in the case of issues of shares within the authorised share capital, for a period starting on the day of the extraordinary general meeting of shareholders recording such authorisation and ending on the fifth anniversary of the day of publication of the deed recording the minutes of said general meeting in the Mémorial, while however by way of provisions of the Articles (as amended and restated pursuant to agenda item (S)) limit (a) the authorisation to the Board of Directors and (b) provide for preferential subscription rights of existing shareholders, as set forth below under (iv) and (v);

(iii) the acknowledgement of the report pursuant to article 32-3(5) of Luxembourg Company law on the circumstances and prices of issues of shares against cash without pre-emptive subscription rights as provided for by Luxembourg law for the period of five years as referred to above;

(iv) the limitation of the authorization of the Board by providing that the Board may not, unless it receives a further authorization by an ordinary general meeting of shareholders passed at the simple majority of the votes casts, issue shares in an amount representing more than to one-third (1/3) of the issued share capital under the authorized share capital over a period ending on the fifth anniversary of the present authorization (excluding however any issue of Shares under (v)(d) below which shall not fall under such restriction),

(v) the introduction of preferential subscription rights of existing shareholders for any issues of shares against cash by the Board under the authorised share capital except for:

(a) the issue of 20,634,800 shares (and options, rights convertible into shares, or similar instruments convertible or exchangeable into shares) issued pursuant to or in relation with the share option plans and employee equity incentive plans in existence on the date of the general meeting (such maximum number of shares to be automatically adapted in case the number of shares to which the options or other instruments changes pursuant to the provisions of such plans);

(b) the issue of a number of shares equal to 5% of the issued share capital shares within a one year period provided that no more than a number of shares equal to 7.5% of the issued share capital may be issued hereunder on a three year rolling period;

(c) any issue of rights, open offer or other offer (and issue of shares thereupon) where the board may at its discretion exclude preferential subscription rights of the existing shareholders in order to deal with fractional entitlements, legal or regulatory problems or difficulties or the requirements of any regulatory body or stock exchange or in relation to any practical problems or difficulties in any overseas territory;

(d) any issue of Shares in relation with the Beneficiary Certificates by way of incorporation of the Special Reserve (or otherwise if required to satisfy the Company's obligation to deliver Shares in relation with the exchange of the Beneficiary Certificates);

(vi) consequential amendment of article 5 of the articles of incorporation;

(P) Approval of the amendment to the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2005 Stock Option Plan A increasing the shares available for grants of stock options under such plan by 2,500,000 shares of the Company and authorisation to the Board of Directors to grant awards of stock options for shares under the terms of the 2005 Stock Option Plan A, and to issue of shares within the authorised share capital or transfer such shares out of treasury upon exercise of the options, and confirmation of approval and ratification of,

(i) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2004 Stock Option Plan «A»,

(ii) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED 2004 Stock Option Plan «A»,

(iii) the GlobeOp RISK SERVICES LIMITED 2004 Stock Option Plan «A»,

(iv) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES SA 2004 Stock Option Plan «A» for employees of GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED,

(v) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2004 Stock Option Plan «B»,

(vi) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED 2004 Stock Option Plan «B»,

(vii) the GlobeOp RISK SERVICES LIMITED 2004 Stock Option Plan «B»,

(viii) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES SA 2004 Stock Option Plan «B» for employees of GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED,

(ix) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2005 Stock Option Plan «A» (as amended),

(x) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED 2005 Stock Option Plan «A»,

(xi) the GlobeOp RISK SERVICES LIMITED 2005 Stock Option Plan «A»,

(xii) GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED 2005 Stock Option Plan «A»,

as well as such other option plans as may be submitted to the meeting, and confirm authorisation to the Board of Directors to grant awards of stock options for shares under the terms of such plans and to issue of shares within the authorised share capital or transfer such shares out of treasury upon exercise of the options

(Q) Approval of grants of up to 2,250,000 shares of the Company under the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2006 Equity Incentive Plan and authorisation to the Board of Directors to issue shares within the authorised share capital or transfer such shares out of treasury, upon the applicable vesting dates, in settlement of the restricted stock units granted under the 2006 Equity Incentive Plan

(R) Amendment of article 4, Object, of the Articles of Incorporation of the Company to read as follows:

4.1 The Company shall have as its business purpose the holding of participations in the form of shares or units or other interests in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

4.2 The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies or to any company or person the Company deems fit. The Company may borrow in any form and issue of bonds, notes or other securities or instruments.

4.3 In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

(S) Amendment and restatement of the Articles of Incorporation with immediate effect of the Company substantially in the form set forth in the convening notice to the meeting including without limitation the following amendments:

- amendment of article 5 to take into account agenda items (M), (N) and (O),
- amendment of the articles to take into account agenda item (M) and provide for one class of shares only with equal rights,
- amendment of the articles to include the terms and conditions and rights and obligations of the Beneficiary Certificates and the agenda item (O),
- amendment of article 4 pursuant to agenda item(R),
- amendment of the provisions relating to general meetings,
- amendment of the provisions relating to inter alia the composition of the board of directors,
- amendment to take into account the choice to apply article 10(2) to (3) «Obligations of the board of the offerer company» (Frustrating Measures) under the Luxembourg law of 19th May 2006 on public take over offers

(T) Re-composition of the entire Board of Directors of the Company by the termination of the mandate of all board members in office and election or re-election of as directors of the Company,

(i) Brian Conway,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2010 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2009,

(ii) Hans Hufschmid,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2010 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2009,

(iii) Ed Nicoll,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2010 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2009,

(iv) Clay Brendish,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2009 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2008,

(v) Rory Brooks,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2009 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2008,

(vi) David Gelber,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2009 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2008,

(vii) Edward Annunziato,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2008 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2007,

(viii) Jonathan Meeks,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2008 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2007,

(ix) Martin Veilleux,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2008 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2007,

(U) Decision to submit the Company to the provisions of article 10(2) to (3) «Obligations of the board of the offeree company» (Frustrating Measures) under the Luxembourg law of 19th May 2006 on public take over offers, when bid on the shares of the Company has been made public

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting took the following resolutions:

*Resolution Agenda Item (M)*

The meeting resolved to restructure the entire issued share capital of the Company (i) by reclassifying and converting all Shares in issue in the Company, being all Class A Common Shares and all Preferred Shares, into one single class of ordinary shares with equal rights and obligations at a ratio of one (1) to one (1) and (ii) by reducing the nominal value of three USD (\$ 3.-) of each Share in issue in the Company to an amount of zero point twelve USD (\$ 0.12) without however reducing the issued share capital of the Company and thereby proceed to the split of each existing Share of the Company into twenty-five (25) Shares of the same class.

The meeting resolved to consequentially amend the articles of incorporation of the Company as set forth in the amended and restated articles of incorporation approved under resolution on agenda item (S).

The above resolution was passed at the following majority:

For: 1,794,385 A; 2,258,261 Preferred

Against: 0

*Resolution Agenda Item (N)*

The meeting considered and resolved to approve the terms of the Beneficiary Certificates as set forth in the amended and restated articles of incorporation to be approved under agenda item (S) and in particular without limitation, the distribution and liquidation rights thereof, the exchange feature against the Shares held in treasury for the A Beneficiary Certificates and in the B Beneficiary Certificates, the issue of Shares by the Company by way of incorporation of the Special Reserve, each time upon certain events occurring (being the earlier of 30th June 2008 and the date of transfer of the Beneficiary Certificates to a party non Affiliated with the TA INVESTOR HOLDERS and the TA ASSOCIATES INC (as defined in the articles) (the «Trigger Event»)).

The meeting resolved to issue and issued nine million and forty-seven thousand one hundred and seventy-five (9,047,175) non voting class A beneficiary certificates having equal rights, (save as to voting) and in particular economic rights, as the Shares of the Company with a par value of zero point twelve USD (\$ 0.12) each (the «A Beneficiary Certificates») with such terms as set forth in the amended and restated articles of incorporation under agenda item (S), against the transfer to the Company of nine million and forty-seven thousand one hundred and seventy-five (9,047,175) Shares (being prior to resolution on agenda item (M) above, three hundred and sixty-one thousand eight hundred and eighty-seven (361,887) Preferred Shares) by the following TA Investors,

TA Investor	Shares
TA INVESTORS L.L.C. ....	139,715
TA IX L.P. ....	6,991,628
TA STRATEGIC PARTNERS FUND A L.P. ....	142,929
TA STRATEGIC PARTNERS FUND B L.P. ....	25,847
TA / ATLANTIC AND PACIFIC IV L.P. ....	1,747,056
Total: .....	9,047,175

such Shares to be held in treasury by the Company. The nine million and forty-seven thousand one hundred and seventy-five (9,047,175) Shares were transferred to the Company.

The meeting resolved to issue and issued of twelve million two hundred and two thousand eight hundred and twenty-five (12,202,825) non voting class B beneficiary certificates having equal rights, (save as to voting) and in particular economic rights, as the Shares of the Company with a par value of zero point twelve USD (\$ 0.12) each (the «B Beneficiary Certificates»), and together with the A Beneficiary Certificates, the «Beneficiary Certificates») with such terms as set forth in the amended and restated articles of incorporation under agenda item (S) against the transfer to, and cancellation by, the Company of a like number of twelve million two hundred and two thousand eight hundred and twenty-five

(12,202,825) Shares (being prior to resolution on agenda item (M) above, four hundred and eighty-eight thousand one hundred and thirteen (488,113) Preferred Shares) by the following TA Investors,

TA Investor	Shares
TA INVESTORS L.L.C. ....	188,447
TA IX L.P. ....	9,430,305
TA STRATEGIC PARTNERS FUND A L.P. ....	192,783
TA STRATEGIC PARTNERS FUND B L.P. ....	34,862
TA / ATLANTIC AND PACIFIC IV L.P. ....	<u>2,356,428</u>
Total: .....	12,202,825

The twelve million two hundred and two thousand eight hundred and twenty-five (12,202,825) Shares were transferred to the Company.

The meeting decided to cancel such Shares and to proceed to a share capital reduction equal to the aggregate nominal value of such Shares (being one million four hundred and sixty-four thousand three hundred and thirty-nine USD (\$ 1,464,339.-)). The meeting resolved to create, and allocate such amount to, a special non-distributable reserve within the Company (the «Special Reserve»).

The meeting resolved to authorise and instruct the Board of Directors with full power of substitution to take any steps, actions or measures as may be appropriate, necessary or useful in relation with the issue of Beneficiary Certificates above.

The meeting then resolved to authorise and instruct the Board of Directors with full power of substitution to upon a Trigger Event (i) exchange treasury Shares against the A Beneficiary Certificates in an equal number upon receipt and/or cancellation of the relevant A Beneficiary Certificates and (ii) issue Shares within the authorised share capital by way of incorporation of the Special Reserve in an equal number upon receipt and/or cancellation of the relevant B Beneficiary Certificates and (iii) to take any steps, actions or measures as may be appropriate to effect the exchange of Beneficiary Certificates for Shares of the Company upon a Trigger Event including the transfer of treasury Shares, the issue of Shares, the incorporation of the Special Reserve and the amendment of the articles upon the exchange and issue of Shares and the recording thereof in front of notary public.

In consequence of the above, the meeting resolved amend the articles of incorporation of the Company as set forth in the amended and restated articles of incorporation approved under resolution on agenda item (S) in order to include the provisions relating to the Beneficiary Certificates.

The above resolution was passed at the following majority:

For: 1,794,385 A; 2,258,261 Preferred

Against: 0

*Resolution Agenda Item (O)*

The meeting resolved to restructure the authorised share capital of the Company as set forth hereunder.

The meeting resolved to the creation an authorised share capital within the Company of an amount of 24,000,000.- USD represented by 200,000,000 Shares with a nominal value of 0.12 USD each.

The meeting resolved to waive, agree to the suppression of, and authorise to the Board to proceed to the issue of shares within the authorised share capital against contributions in cash, in kind or by way of incorporation of available premium or reserves or otherwise pursuant to the terms and conditions determined by the Board of Directors or its delegate(s) while waiving, suppressing or limiting any pre-emptive subscription rights as provided for under Luxembourg law in the case of issues of shares within the authorised share capital, for a period starting on the day of the present extraordinary general meeting of shareholders recording such authorisation and ending on the fifth anniversary of the day of publication of the present deed recording in the Mémorial. The meeting resolved to acknowledge the report pursuant to article 32-3(5) of Luxembourg Company law on the circumstances and prices of issues of shares against cash without pre-emptive subscription rights as provided for by Luxembourg law for the period of five years as referred to above (a copy of such report initialled by the bureau and the undersigned notary shall be registered together with the present deed).

The meeting then resolved, without limiting the authorisation as to the waiver and suppression of pre-emptive rights provided for by Luxembourg law, to limit the authorization of the Board by providing that the Board may not, unless it receives a further authorization by an ordinary general meeting of shareholders passed at the simple majority of the votes casts, issue shares in an amount representing more than to one-third (1/3) of the issued share capital under the authorized share capital over a period ending on the fifth anniversary of the present authorization (excluding however any issue of Shares under (d) below which shall not fall under such restriction).

The meeting then resolved, without limiting the authorisation as to the waiver and suppression of pre-emptive rights provided for by Luxembourg law resolved upon above to introduce preferential subscription rights of existing shareholders for any issues of shares against cash by the Board under the authorised share capital except for:

(a) the issue of 20,634,800 shares (and options, rights convertible into shares, or similar instruments convertible or exchangeable into shares) issued pursuant to or in relation with the share option plans and employee equity incentive

plans in existence on the date of the general meeting (such maximum number of shares to be automatically adapted in case the number of shares to which the options or other instruments give right subscribe to changes pursuant to the provisions of such plans);

(b) the issue of a number of shares equal to 5% of the issued share capital shares within a one year period provided that no more than a number of shares equal to 7.5% of the issued share capital may be issued hereunder on a three year rolling period;

(c) any issue of rights, open offer or other offer (and issue of shares thereupon) where the board may at its discretion exclude preferential subscription rights of the existing shareholders in order to deal with fractional entitlements, legal or regulatory problems or difficulties or the requirements of any regulatory body or stock exchange or in relation to any practical problems or difficulties in any overseas territory;

(d) any issue of Shares in relation with the Beneficiary Certificates by way of incorporation of the Special Reserve (or otherwise if required to satisfy the Company's obligation to deliver Shares in relation with the exchange of the Beneficiary Certificates).

In consequence of the above, the meeting resolved amend the articles of incorporation of the Company as set forth in the amended and restated articles of incorporation approved under resolution on agenda item (S) in order to include the provisions relating to the Beneficiary Certificates.

The above resolution was passed at the following majority:

For: 1,794,385 A; 2,258,261 Preferred

Against: 0

*Resolution Agenda Item (P)*

The meeting resolved to approve the amendment to the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2005 Stock Option Plan A increasing the shares available for grants of stock options under such plan by 2,500,000 shares of the Company and to authorise the Board of Directors to grant awards of stock options for shares under the terms of the 2005 Stock Option Plan A, and to issue of shares within the authorised share capital or transfer such shares out of treasury upon exercise of the options.

The meeting resolved to confirm approval and ratify each of,

- (i) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2004 Stock Option Plan «A»,
- (ii) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED 2004 Stock Option Plan «A»,
- (iii) the GlobeOp RISK SERVICES LIMITED 2004 Stock Option Plan «A»,
- (iv) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES SA 2004 Stock Option Plan «A» for employees of GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED,
- (v) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2004 Stock Option Plan «B»,
- (vi) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED 2004 Stock Option Plan «B»,
- (vii) the GlobeOp RISK SERVICES LIMITED 2004 Stock Option Plan «B»,
- (viii) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES SA 2004 Stock Option Plan «B» for employees of GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED,
- (ix) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2005 Stock Option Plan «A» (as amended),
- (x) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED 2005 Stock Option Plan «A»,
- (xi) the GlobeOp RISK SERVICES LIMITED 2005 Stock Option Plan «A»,
- (xii) the GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED 2005 Stock Option Plan «A»,

The meeting resolved to confirm the authorisation to the Board of Directors to grant awards of stock options for shares under the terms of such plans and to issue of shares within the authorised share capital or transfer such shares out of treasury upon exercise of the options thereunder.

The above resolution was passed at the following majority:

For: 1,790,297 A; 2,258,261 Preferred

Against: 4,088 A

*Resolution Agenda Item (Q)*

The meeting resolved to approve grants of up to two million two hundred and fifty thousand (2,250,000) shares of the Company under the GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC 2006 Equity Incentive Plan and to authorise the Board of Directors to issue shares within the authorised share capital or transfer such shares out of treasury, upon the applicable vesting dates, in settlement of the restricted stock units granted under the 2006 Equity Incentive Plan.

The above resolution was passed at the following majority:

For: 1,790,297 A; 2,258,261 Preferred

Against: 4,088 A

*Resolution Agenda Item (R)*

The meeting resolved to amend article 4, Object, of the Articles of Incorporation of the Company to read as set forth in the agenda to the meeting.

The above resolution was passed at the following majority:

For: 1,794,385 A; 2,258,261 Preferred

Against: 0

*Resolution Agenda Item (S)*

The meeting resolved to amend and restate the Articles of Incorporation with immediate effect of the Company as set forth below.

**Amended and Restated Consolidated Articles of Association**

**Art. 1. Form, Denomination.** It is formed as a Luxembourg société anonyme, with the name GlobeOp FINANCIAL SERVICES S.A. governed by the laws of Luxembourg and the present Articles of Incorporation.

**Art. 2. Duration.** The Company is established for an unlimited period. It may be dissolved at any time by decision of the General Meeting of Shareholders deciding in the same manner as for an amendment of the Articles of Association in accordance with Article 18.

**Art. 3. Registered office.**

3.1 The Company shall have its registered office in Luxembourg-City in the Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the Board of Directors and any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the General Meeting of Shareholders or to the extent permitted by law, by a decision of the Board of Directors.

3.2 The Board of Directors shall also have the right to set up offices, administrative centres, agencies and subsidiaries wherever it shall see fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

3.3 In the event that the Board of Directors determines that political, economic or social developments or events of exceptional nature have occurred, threaten to occur or are imminent that are likely to affect normal working operations at the registered office or easy communications with places abroad, the registered office may be declared provisionally transferred abroad, until such time as circumstances have completely returned to normal. Such declaration of the registered office will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the transfer abroad of the registered office, will remain a Luxembourg company.

**Art. 4. Object, purpose.**

4.1 The Company shall have as its business purpose the holding of participations in the form of shares or units or other interests in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

4.2 The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies or to any company or person the Company deems fit. The Company may borrow in any form and issue of bonds, notes or other securities or instruments.

4.3 In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

**Art. 5. Share Capital, Beneficiary Certificates.**

5.1 The issued capital of the Company is set at ten million eight hundred sixty-two thousand two hundred and seventy-seven USD (\$ 10,862,277.-) represented by ninety million five hundred eighteen thousand nine hundred seventy-five (90,518,975) Shares with a nominal value of zero point twelve USD (\$ 0.12) each, all of said Shares being fully paid. The Company has, in addition, issued nine million forty-seven thousand one hundred and seventy-five (9,047,175) (non voting) A Beneficiary Certificates and twelve million two hundred and two thousand eight hundred and twenty-five (12,202,825) (non voting) B Beneficiary Certificates with a nominal value of zero point twelve USD (\$ 0.12) each, not forming part of the share capital of the Company.

5.2 The authorised capital (including the issued share capital) of the Company is set at twenty-four million USD (\$ 24,000,000.-) represented by two hundred million (200,000,000) Shares. The authorised and un-issued share capital shall and the authorisation to issue Shares thereunder is valid for a period starting on the date of the extraordinary General Meeting of Shareholders of the Company providing for the authorised share capital and such authorisation and ending five (5) years after the date of publication of the minutes of such extraordinary General Meeting of Shareholders of the Company in the Mémorial (unless amended, extended or renewed by the General Meeting of Shareholders). Any pre-emptive subscription rights for issues of Shares against cash as provided under Luxembourg Company Law have been waived and the Board has been authorised to proceed to issue Shares within the authorised share capital against contributions in cash, in kind or by way of incorporation of available premium or reserves or otherwise pursuant to the terms

and conditions determined by the Board of Directors or its delegate(s) while waiving, suppressing or limiting any pre-emptive subscription rights as provided for under the Company Law in the case of issues of shares within the authorised share capital, for a period starting on the day of the extraordinary general meeting of shareholders recording such authorisation and ending on the fifth anniversary of the day of publication of the deed recording the minutes of said general meeting in the Mémorial.

5.3 Notwithstanding the amount of the authorized share capital and the authorization to the Board of Directors to suppress, limit or waive any pre-emptive subscription rights provided for by the Company Law under article 5.2 above, the Board may not, unless it receives a further authorization by an ordinary General Meeting of Shareholders passed at the simple majority of the votes casts, issue Shares in an amount representing more than to one-third (1/3) of the issued Share capital under the authorized Share capital over a period ending on the fifth anniversary of the authorization (excluding however any issue of Shares under 5.4.4 below which shall not fall under such restriction).

5.4 Notwithstanding the authorization to the Board of Directors to suppress, limit or waive any pre-emptive subscription rights by the Company Law under article 5.2 above, existing Shareholders have a preferential subscription right for any issues of Shares against cash by the Board under the authorised share capital except for:

5.4.1 the issue of 20,634,800 shares (and options, rights convertible into shares, or similar instruments convertible or exchangeable into shares) issued pursuant to or in relation with the share option plans and employee equity incentive plans in existence on the date of the general meeting (such maximum number of shares to be automatically adapted in case the number of shares to which the options or other instruments give right to subscribe to, changes pursuant to the provisions of such plans);

5.4.2 the issue of a number of shares equal to 5% of the issued share capital shares within a one year period provided that no more than a number of shares equal to 7.5% of the issued share capital may be issued hereunder on a three year rolling period;

5.4.3 any issue of rights, open offer or other offer (and issue of shares thereupon) where the board may at its discretion exclude preferential subscription rights of the existing shareholders in order to deal with fractional entitlements, legal or regulatory problems or difficulties or the requirements of any regulatory body or stock exchange or in relation to any practical problems or difficulties in any overseas territory; and

5.4.4 any issue of Shares in relation with the Beneficiary Certificates by way of incorporation of any special reserve created for that purpose (or otherwise if required to satisfy the Company's obligation to deliver Shares in relation with the exchange of the Beneficiary Certificates).

5.5 Any issue of shares within the authorized share capital must be recorded by notarial deed and this Article 5 must be amended accordingly.

5.6 In case of an issue of Shares while providing for any pre-emptive or other subscription rights of existing Shareholders, holders of Beneficiary Certificates shall have the right to subscribe to, and the Company shall issue, new Beneficiary Certificates of the class the Company determines in the same proportion (and for the same issue price).

5.7 The issued and/or authorized capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the General Meeting of Shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by law for any amendment of these Articles of Incorporation.

5.8 The Company or its subsidiaries may proceed to the purchase or repurchase of its own Shares and may hold Shares in treasury, each time within the limits laid down by law.

5.9 The Company shall not issue fractional Shares. The Board of Directors shall be authorised at its discretion to provide for the payment of cash or the issuance of script in lieu of any fraction of a share.

5.10 The rights and obligations attached to the Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by law. In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve. The Company may further create such special reserves as it deems appropriate in particular without limitation in relation with the Exchange Obligation in relation to the Beneficiary Certificates.

#### **Art. 6. Shares in registered form.**

6.1 The Shares are in registered form only.

6.2 A register of Shares will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Holder. Ownership of registered Shares will be established by inscription in the said register or in the event separate registrars have been appointed pursuant to article 6.3, such separate register. Without prejudice to the conditions for transfer by book entry in the case provided for in Article 6.8 of the present Articles, a transfer of registered Shares shall be carried out by means of a declaration of transfer entered in the relevant register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives. The Company may accept and enter in the relevant register a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

6.3 The Company may appoint registrars in different jurisdictions who will each maintain a separate register for the registered shares entered therein and the holders of shares may elect to be entered in one of the registers and to be transferred from time to time from one register to another register. The Board of Directors may however impose transfer restrictions for Shares that are registered, listed, quoted, dealt in, or have been placed in certain jurisdictions in compliance with the requirements applicable therein. The transfer to the register kept at the Company's registered office may always be requested.

6.4 The Shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the Share will be required to name a single proxy to represent the Share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Share until one person has been so appointed. The same rule shall apply in the case of a conflict between an usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

6.5 Subject to the provisions of Article 6.8, the Company may consider the person in whose name the registered Shares are registered in the register(s) of Shareholders as the full owner of such registered Shares. The Company shall be completely free from any responsibility in dealing with such registered Shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claims of such third parties in or upon such registered shares to be non-existent, subject, however, to any right which such third party might have to demand the registration or change in registration of registered Shares. In the event that a holder of registered shares does not provide an address to which all notices or announcements from the Company may be sent, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register(s) of Shareholders and such holder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until a different address shall be provided to the Company by such holder. The holder may, at any time, change his address as entered in the register(s) of Shareholders by means of written notification to the Company or the relevant registrar.

6.6 No entry shall be made in the register of Shareholders and no notice of a transfer shall be recognised by the Company or a registrar during the period starting on the fifth (5) business day before the date of a General Meeting and ending at the close of that General Meeting, unless the Company sets a shorter time limit.

6.7 All communications and notices to be given to a registered Shareholder shall be deemed validly made to the latest address communicated by the Shareholder to the Company.

6.8 Where Shares are recorded in the register of Shareholders on behalf of one or more persons in the name of a securities settlement system or the operator of such a system or in the name of a professional securities depository or any other depository (such systems, professionals or other depositories being referred to hereinafter as «Depositories») or of a sub-depository designated by one or more Depositories, the Company - subject to having received from the Depository with whom those Shares are kept in account a certificate in proper form - will permit those persons to exercise the rights attaching to those Shares, including admission to and voting at General Meetings. The Board of Directors may determine the formal requirements with which such certificates must comply. Notwithstanding the foregoing, the Company will make dividend payments and any other payments in cash, Shares or other securities only to the Depository or sub-depository recorded in the register or in accordance with its instructions, and such payment will effect full discharge of the Company's obligations.

6.9 Certificates confirming the inscription in the register of Shareholders will be provided to the Shareholders upon written request and, in the case provided for in Article 6.8 of the present Articles and upon request, to the Depositories or sub-depositories recorded in the register. Lost, stolen or mutilated certificates will be replaced by the Company upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Company, provided that mutilated share certificates shall be delivered before new certificates are remitted.

**Art. 7. Shares - Voting Rights.** Subject as set forth in the present Articles, each Share shall be entitled to one vote at all General Meetings of Shareholders.

**Art. 8. Beneficiary Certificates.**

8.1 Beneficiary Certificates issued by the Company shall not carry any voting rights but shall have the same rights as the Shares in case of any dividend or any other distribution made by the Company as well as any other rights attaching to the Shares (other than voting rights). In the case of a stock dividend, Beneficiary Certificates shall entitle the holder thereof to the delivery of new Beneficiary Certificates of the class the Company may freely determine in lieu of Shares.

8.2 The Beneficiary Certificates are in registered form only. The terms and conditions of the Beneficiary Certificates set forth in the present Articles may only be amended with the approval of all the holders thereof.

8.3 A register of Beneficiary Certificates will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Holder. Ownership of the Beneficiary Certificates will be established by inscription in the said register. A transfer of Beneficiary Certificates shall be carried out by means of a declaration of transfer, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives. Subject to the provisions relating to the Exchange referred to in Article 9 the Company may accept and enter in the register a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

8.4 The Beneficiary Certificates are indivisible vis-à-vis the Company which will recognise only one holder per Beneficiary Certificate. In case a Beneficiary Certificate is held by more than one person, the persons claiming ownership of

the Beneficiary Certificates will be required to name a single proxy to represent the Beneficiary Certificates vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Beneficiary Certificates until one person has been so appointed. The same rule shall apply in the case of a conflict between an usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

8.5 The Company may consider the person in whose name the registered Beneficiary Certificates are registered in the register of Beneficiary Certificates as the full owner of such Beneficiary Certificates. The Company shall be completely free from any responsibility in dealing with such registered Beneficiary Certificates towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claims of such third parties in or upon such registered Beneficiary Certificates to be non-existent, subject, however, to any right which such third party might have to demand the registration or change in registration of registered Beneficiary Certificates.

8.6 No entry shall be made in the register of Beneficiary Certificates and no notice of a transfer shall be recognised by the Company or a registrar during the period starting on the fifth (5) business day before the date of a General Meeting and ending at the close of that General Meeting, unless the Company sets a shorter time limit.

8.7 All communications and notices to be given to a holder of Beneficiary Certificates shall be deemed validly made to the latest address communicated by such holder to the Company.

8.8 Certificates confirming the inscription in the register of Beneficiary Certificates will be provided to the holder of Beneficiary Certificates upon written request. Lost, stolen or mutilated certificates will be replaced by the Company upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Company, provided that mutilated share certificates shall be delivered before new certificates are remitted.

#### **Art. 9. Beneficiary Certificates - Exchange.**

9.1 Upon the occurrence of the earlier of (i) 30th June 2008 and (ii) the transfer of the relevant Beneficiary Certificates to a party that is not an Affiliate of any of the TA INVESTOR HOLDERS or TA ASSOCIATES, INC. (each a «Trigger Event»), all (in case of (i)) and the transferred (in case of (ii)) Beneficiary Certificates issued and outstanding shall be automatically exchanged against an equal number of Shares of the Company without any payment (the «Exchange»). The Company shall hold a sufficient number of Shares in treasury to effect such Exchange with respect to the A Beneficiary Certificates and have sufficient authorised non issued share capital to effect such Exchange with respect to the B Beneficiary Certificates or provide for such other means to effect the Exchange. The Board of Directors of the Company has been authorised by the General Meeting to take any steps, actions of measures to effect the Exchange.

9.2 In case of an Exchange pursuant to Article 9.1 (i) above, the A Beneficiary Certificates shall be automatically exchanged and cancelled and a like number of Shares are transferred to the ownership of the relevant holder of the Beneficiary Certificates so exchanged and cancelled. Such Shares shall either be transferred out of treasury or be issued by way of incorporation of any reserve created for such purpose or otherwise. Inscription thereof shall be made in the register of Shareholders and in the register of Beneficiary Certificates which shall thereupon be cancelled.

9.3 In case of an Exchange pursuant to Article 9.1 (ii) above, the transferor shall notify the Company in good time of the proposed transfer for the Exchange to occur. The relevant Beneficiary Certificates to be transferred will be cancelled and the Company will transfer the same number of Shares to the transferee than the number of Beneficiary Certificates being the subject of the notification and transfer (and thus exchanged and cancelled). Such Shares shall either be transferred out of treasury or be issued by way of incorporation of any reserve created for such purpose or otherwise. Inscription thereof shall be made in the register of Shareholders and in the register of Beneficiary Certificates.

9.4 Upon any Exchange pursuant to the provisions above, the Articles of Incorporation of the Company are amended to take into account such Exchange, the number of Beneficiary Certificates cancelled and as the case may be, the increase of the issued share capital and issue of Shares, and in the case all Beneficiary Certificates are exchanged and cancelled, all references thereto in the Articles are to be deleted. The Board of Directors or its delegate(s) are authorised and shall record any such amendments before notary public in Luxembourg and proceed to such formalities as may be required or appropriate.

#### **Art. 10. Board of Directors.**

10.1 The Company shall be managed by a Board of Directors composed of no less than three (3) members who may but need not be Shareholders of the Company.

10.2 The Directors shall be appointed by the General Meeting of Shareholders by a simple majority of the votes cast for a period not exceeding three (3) years; provided however that any of the Directors may be removed with or without cause by the General Meeting of Shareholders by a simple majority of the votes cast at a General Meeting of Shareholders. The Directors shall be eligible for re-election.

10.3 In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement, resignation, dismissal, removal or otherwise, the remaining Directors may fill such vacancy and appoint a successor to act until the next General Meeting of Shareholders.

#### **Art. 11. Procedures of the Board of Directors.**

11.1 The Board of Directors shall appoint a chairman and may appoint one or more vice chairman, and shall determine the period of their office, not exceeding their appointment as Director. The chairman of the Board of Directors will

preside over all meetings of the Board of Directors and all meetings of Shareholders. In the absence of the chairman, either the most senior vice chairman present, or (but only in the event that there no vice chairman is present) a chairman ad hoc elected by the Board or the General Meeting of Shareholders, as the case may be, shall chair the Board of Directors' meeting or the General Meeting of Shareholders.

11.2 The Board may delegate the daily management of the business of the Company, as well as the power to represent the Company in its day to day business, individual Directors or other officers or agents of the Company or any committees set up by the Board of Directors.

11.3 The Board of Directors may set up different committees including without limitation a management committee, an audit committee, a nomination committee and a compensation committee. Each such committee shall be composed as the Board of Directors determines. The Board of Directors may appoint Directors as well as persons who are not Directors to the committees. The Board of Directors determines the purpose, powers and rules applicable to any such committee.

11.4 The Board of Directors may appoint a secretary of the Company, who need not be a member of the Board of Directors, and determine his responsibilities, powers and authorities.

#### **Art. 12. Meetings of the Board of Directors.**

12.1 The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors. Notice of any meeting must be given by letter, cable, telegram, telephone, facsimile transmission, or e-mail advice to each Director seven (7) days before the meeting, except in the case of an emergency, in which case a twenty four (24) hours notice shall be sufficient and in which case the nature of the emergency shall be specified in the notice of meeting. Notice of meeting may be waived by the consent of each Board member given in the same manner as that required for a notice of meeting. A special notice of meeting shall not be required for meetings of the Board of Directors held on the dates and at the times and places determined in a resolution adopted beforehand by the Board of Directors.

12.2 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing by letter or by cable, telegram, facsimile transmission or e-mail another Director as his proxy.

12.3 The Board of Directors may deliberate and act validly only if the majority of the Board members are present or represented. Decisions shall be taken by a simple majority of the votes validly cast by the Board members present or represented. None of the Board members, including the chairman and vice-chairmen, has a casting vote.

12.4 Meetings of the Board of Directors may be validly held at any time and in all circumstances by means of telephonic conference call, videoconference or any other means, which allow the identification of the relevant Director and which are continuously on-line. A Director attending in such manner shall be deemed present at the meeting.

12.5 The Board of Directors may also in all circumstances with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, facsimile transmission, or e-mail.

12.6 Copies or extracts of board minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Company or two Directors or the Company secretary.

#### **Art. 13. Power of the Board of Directors.**

13.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company.

13.2 All powers not expressly reserved by the law or by the Articles of Incorporation of the Company to the General Meeting of Shareholders shall be within the competence of the Board of Directors.

13.3 Except as otherwise provided herein or by law, the Board of Directors of the Company is hereby authorised to take such action (by resolution or otherwise) and to adopt such provisions as shall be necessary or convenient to implement the purpose of the Company.

**Art. 14. Binding Signature.** The Company shall be bound by the joint signatures of two Directors or by the sole or joint signature(s) of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Directors (or two Directors).

#### **Art. 15. Conflict of Interest.**

15.1 No Director shall, solely as a result of being a Director, be prevented from contracting with the Company, either with regard to his tenure of any office or place of profit or as vendor, purchaser or in any other manner whatsoever, nor shall any contract or other transaction between the Company and any other corporation or entity or in which any Director is in any way interested be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is or are interested in such contract or transaction or is or are a director, officer or employee of such other corporation or entity. Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any corporation or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not solely by reason of such affiliation with such other corporation or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

No Director who is so interested shall be liable to account to the Company or the Shareholders for any remuneration, profit or other benefit realised by him by reason of the Director holding that office or of the fiduciary relationship thereby established.

15.2 In the event that any Director of the Company shall have any personal interest in any transaction of the Company, such Director shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on such transaction, and such transaction and such Director's interest therein shall be recorded and reported to the next succeeding General Meeting of Shareholders.

#### **Art. 16. Director and Officer Indemnification.**

16.1 Subject to the exceptions and limitations listed below:

16.1.1 Every person who is, or has been, a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved in as a party or otherwise by virtue of him being or having been a Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

16.1.2 The words «claim», «action», «suit» or «proceeding» shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words «liability» and «expenses» shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

16.2 No indemnification shall be provided to any Director or officer against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office or in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Directors. No indemnification will be provided in defending proceedings (criminal) in which that Director or officer is convicted of an offence.

16.3 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including Directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

#### **Art. 17. General Meeting of Shareholders.**

17.1 Any regularly constituted General Meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. The General Meeting is convened by the Board of Directors in accordance with Luxembourg law.

17.2 The annual General Meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the convening notice of the Meeting, on 25th April at 11:00 a.m. If such day is a Saturday, Sunday or legal holiday in Luxembourg the annual General Meeting shall be held on the next following normal business day.

17.3 Other General Meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the Meeting.

17.4 If the entire issued share capital of the Company is represented at a General Meeting, no convening notice is required for the Meeting to be held and the proceedings at such General Meeting will be deemed valid.

17.5 The Board of Directors may determine a date preceding the General Meeting of Shareholders as the record date for admission to the General Meeting.

17.6 Where, in accordance with the provisions of Article 6.8 of the present Articles, Shares are recorded in the register of Shareholders in the name of a Depositary or sub-depositary of the former, the certificates provided for in the said Article 6.8 of the present Articles must be received at the Company no later than the day preceding the fifth (5th) working day before the date of the General Meeting unless the Company fixes a shorter period. Such certificates must certify the fact that the Shares in the account shall be blocked until the close of the General Meeting. All proxies must be received at the Company by the same deadline.

17.7 The Board of Directors shall adopt all other regulations and rules concerning the availability of access cards, proxy forms and/or voting forms in order to enable Shareholders to exercise their right to vote.

17.8 Complying with the requirements of the law, once the Board of Directors has ratified that appropriate robust and tested technology and the related means for the casting of votes are available, the Board of Directors may allow participation of Shareholders in the Meeting by way of video conference or by way of other telecommunication means permitting their due identification. Any Shareholder who participates in such a way to a General Meeting of the Company shall be deemed to be present at such General Meeting for the purpose of determining the quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such General Meeting. In case of interruption of transmissions or any other technical

malfunctions having the same effect, the chairman may suspend the General Meeting. If such interruption can not be cured within one (1) hour of the suspension, the General Meeting may validly resume and deliberate on all outstanding items of the agenda notwithstanding such interruption provided that those Shareholders no longer participating shall no longer be counted in the quorum.

17.9 The Board of Directors may decide to allow the casting of votes in writing. In such case Shareholders may cast their vote by mail, by means of a form which shall contain the following mentions:

17.9.1 the date, time and place of the General Meeting,

17.9.2 the name, address and other appropriate particulars of the Shareholder,

17.9.3 the number of Shares held by the Shareholder,

17.9.4 the agenda,

17.9.5 the text of the proposed resolutions,

17.9.6 the possibility to express a positive or negative vote or an abstention;

17.9.7 the possibility to give power to vote on any new resolution or amendments to the proposed resolutions tabled at the Meeting or announced by the Company after remittance of the voting form. Voting forms need to be remitted to the Company or its agent, no later than the fifth (5) business day preceding the date of the relevant Meeting, unless the Company sets a shorter time limit. In case of Shares held through a Depositary as provided for in Article 6.8, such voting forms must be delivered together with a certificate as referred to in Article 6.8. Duty completed and executed voting forms received as aforesaid shall be taken into account for the calculation of the quorum at such General Meeting. Incomplete voting forms or voting forms received after the relevant time limit set by the Company shall not be taken into account.

17.10 Holders of Beneficiary Certificates shall receive the same communication with respect to General Meetings as registered Shareholders. Holders of Beneficiary Certificates shall be entitled to attend the General Meeting but shall not be entitled to vote.

**Art. 18. Majority and quorum at the General Meeting.**

18.1 At any General Meeting of Shareholders other than an extraordinary General Meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Incorporation or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements for amendments of the Articles of Incorporation, no presence quorum is required and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of Shares represented, by a simple majority of votes cast.

18.2 At any extraordinary General Meeting of Shareholders for the purpose of amending the Company's Articles of Incorporation or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements for amendments of the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half of all the Shares issued and outstanding. If the said quorum is not present, a second Meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted at such a General Meeting, and save as otherwise provided by law, a two thirds (2/3) majority of the votes of the Shareholders present or represented and voting is required at any such General Meeting.

**Art. 19. Audit.** The annual accounts and consolidated accounts shall be audited, and the consistency of the management report with those accounts verified, by one or more statutory auditors or independent auditors («réviseurs d'entreprises») as provided for by law appointed by the General Meeting of Shareholders for a period not exceeding one (1) year. Such auditors may be re-elected.

**Art. 20. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on January 1st of each year and shall terminate on December 31st of the same year.

**Art. 21. Distributions.**

21.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

21.2 The General Meeting of Shareholders, upon recommendation of the Board of Directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of, including by way of stock dividend, provided that Beneficiary Certificates shall always be treated equally and have the same rights than Shares (save as provided in the present Articles of Incorporation).

21.3 Interim dividends may be declared and paid (including by way of staggered payments) by the Board of Directors subject to observing the terms and conditions provided by law either by way of a cash dividend or by way of an in kind dividend provided that Beneficiary Certificates shall always be treated equally and have the same rights than Shares (save as provided in the present Articles of Incorporation).

21.4 In the event it is decided by the General Meeting, or in the case interim dividends declared by the Board, that a dividend be paid in Shares or other securities of the Company, the Board of Directors may exclude from such offer such Shareholders he deems necessary or advisable due to legal or practical problems in any territory or for any other reasons as the Board may determine.

## Art. 22. Dissolution of the Company.

22.1 In the event of the dissolution of the Company for whatever reason or whatever time, the liquidation will be performed by liquidators or by the Board of Directors then in office who will be endowed with the powers provided by articles 144 et seq. of the Luxembourg Company Law of the tenth of August, nineteen hundred and fifteen.

22.2 Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any balance resulting shall be paid to the Holders of Shares and/or Beneficiary Certificates treated equally.

## Art. 23. Definitions.

**A Beneficiary Certificates** Means beneficiary certificates (parts bénéficiaires) of class A issued by the Company pursuant to Article 37 of the Company Law, with a nominal value equal to the nominal value of the Shares and having such rights and obligations set forth in the Articles of the Company

**Affiliate** Means with respect to any Person, any Person that directly, or indirectly through one (1) or more intermediaries, controls, is controlled by or is under common control with the first (1st) mentioned Person and, in the case of the TA Investors, shall include future funds that have affiliated but not identical general partners. A Person shall be deemed to control another Person if such first (1st) Person possesses directly or indirectly the power to direct, or cause the direction of, the management and policies of the second (2nd) Person, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

**Articles or Articles of Incorporation** Means the present articles of incorporation as amended from time to time

**B Beneficiary Certificates** Means beneficiary certificates (parts bénéficiaires) of class B issued by the Company pursuant to Article 37 of the Company Law, with a nominal value equal to the nominal value of the Shares and having such rights and obligations set forth in the Articles of the Company

**Beneficiary Certificates** Means the A Beneficiary Certificates and the B Beneficiary Certificates

**Board of Directors** Means the board of directors (conseil d'administration) of the Company

**Company** Means GlobeOp FINANCIAL SERVICES S.A.

**Company Law** Means the law of the tenth of August, one thousand nine hundred and fifteen on commercial companies, as amended

**Directors** Means the members of the Board of Directors of the Company

**General Meeting** Means any general meeting of Shareholders

**Holder** Means a holder of Shares and/or of Beneficiary Certificates

**Mémorial** Means the Mémorial, the official gazette of Luxembourg

**Shareholders** Means the holders of Shares of the Company

**Shares** Means the shares (actions) of the Company with a nominal value of 0.12 USD and the rights and obligations as set forth in the Articles of Incorporation of the Company and provided for by law

**Person** Means an individual, a corporation, a partnership, a joint venture, a trust, an unincorporated organisation, a limited liability company, a government and any agency or political subdivision thereof

**TA Investor** Means each of TA IX L.P., TA/Atlantic and Pacific IV L.P., TA Strategic Partners Fund A L.P., TA Strategic Partners Fund A L.P., TA Strategic Partners Fund B L.P. and TA Investors LLC, any fund managed or advised by TA Associates, Inc.

**Art. 24. Opt in - frustrating measures.** The General Meeting of Shareholders has resolved to submit the Company to article 10(2) to (3) «Obligations of the board of the offeree company» (Frustrating Measures) under the Luxembourg law of 19th May 2006 on public take over offers, when bid on the shares of the Company has been made public.

**Art. 25. Governing law.** For all matters not governed by the present Articles, the parties refer to the provisions of the Company Law.

The articles of association of the Company are worded in English followed by a French translation; in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The above resolution was passed at the following majority:

For: 1,794,385 A; 2,258,261 Preferred

Against: 0

### *Resolution Agenda Item (T)*

The meeting resolved to re-compose the entire Board of Directors of the Company by the termination of the mandate of all board members in office and election or re-election of as directors of the Company the persons set forth below, each with the term set forth against his name:

(i) Brian Conway,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2010 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2009,

(ii) Hans Hufschmid,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2010 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2009,

(iii) Ed Nicoll,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2010 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2009,

(iv) Clay Brendish,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2009 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2008,

(v) Rory Brooks,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2009 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2008,

(vi) David Gelber,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2009 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2008,

(vii) Edward Annunziato,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2008 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2007,

(viii) Jonathan Meeks,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2008 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2007,

(ix) Martin Veilleux,

for a term ending at the annual general meeting of the Company in 2008 approving the statutory accounts for the year ending 31st December 2007,

The above resolution was passed at the following majority:

For: 1,794,385 A; 2,258,261 Preferred

Against: 0

*Resolution Agenda Item (U)*

The meeting resolved to submit the Company to the provisions of article 10(2) to (3) «Obligations of the board of the offeree company» (Frustrating Measures) under the Luxembourg law of 19th May 2006 on public take over offers, when a bid on the shares of the Company has been made public.

The above resolution was passed at the following majority:

For: 1,794,385 A; 2,258,261 Preferred

Against: 0

There being no further business on the agenda the meeting was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille sept, le six juin,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme GlobeOp FINANCIAL SERVICES S.A. (la «Société»), ayant son siège social à Luxembourg, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, constituée par acte reçu de M<sup>e</sup> Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, le 22 janvier 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») n<sup>o</sup> 374 du 24 mai 2000, en relation avec les points (M) à (U) ci-dessous.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte de M<sup>e</sup> Henri Hellinckx, prénommé, le 4 mai 2007 non encore publié au Mémorial.

L'assemblée a été présidée par M<sup>e</sup> Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le président a désigné comme secrétaire M<sup>e</sup> Kathrin Kraemer, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutateur Miriam Schinner, Rechtsanwältin, demeurant à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. L'assemblée générale a été convoquée au moyen d'un avis de convocation envoyé par lettre recommandée à tous les actionnaires en date du 23 mai 2007. Les actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent ainsi que la classe d'actions sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Il appert de ladite liste de présence que sur les 1.850.611 Actions Ordinaires de Classe A en émission, 1.794.385 Actions Ordinaires de Classe A sont représentées, et que sur les 2.285.261 Actions Préférentielles en émission, toutes les Actions Préférentielles sont représentées, de sorte qu'ensemble, 98,636% du capital social émis est représenté.

III. Cette assemblée générale extraordinaire est en conséquence régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour indiqué dans l'avis de convocation et dans les procurations que tous les actionnaires qui sont représentés ont reçu et signé.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant, étant entendu que la première partie de l'assemblée concernant les points (A) à (L) fera l'objet d'un procès-verbal séparé, qui ne fait pas l'objet d'un acte notarié et ne fait pas partie du présent acte:

(A) Présentation du Rapport de Gestion statutaire et du Rapport de Gestion consolidé pour l'année se terminant le 31 décembre 2006

(B) Présentation des rapports des commissaires aux comptes de la Société relatifs aux comptes annuels statutaires de la Société pour l'année se terminant le 31 décembre 2006

(C) Présentation des rapports des réviseurs d'entreprises de la Société relatif aux comptes annuels consolidés de la Société et de son groupe pour l'année se terminant le 31 décembre 2006

(D) Approbation des comptes annuels statutaires de la Société pour l'année se terminant le 31 décembre 2006

(E) Approbation des comptes annuels consolidés de la Société et de son groupe pour l'année se terminant le 31 décembre 2006

(F) Présentation du rapport de gestion et du rapport des réviseurs d'entreprises de la Société relatifs aux comptes annuels consolidés, modifiés et refondus, de la Société et de son groupe pour l'année se terminant le 31 décembre 2005 (y compris les informations financières modifiées et refondues pour l'année se terminant le 31 décembre 2004)

(G) Approbation des comptes annuels consolidés, modifiés et refondus, de la Société et de son groupe pour l'année se terminant le 31 décembre 2005 (y compris les informations financières modifiées et refondues pour l'année se terminant le 31 décembre 2004)

(H) Affectation des résultats de la Société pour l'année se terminant le 31 décembre 2006

(I) Décharge à tous les Administrateurs de la Société en fonction pendant l'année se terminant le 31 décembre 2006 et confirmation de la décharge à tous les Administrateurs en fonction pendant les années se terminant le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005

(J) Autorisation à la Société, ou à toute filiale à 100%, d'acheter, acquérir ou recevoir, de temps à autre, des actions dans la Société à hauteur de 10% du capital social émis de temps à autre, en bourse ou lors de transactions négociées à titre privé, et dans le cas d'acquisition à titre onéreux, à une prix d'acquisition (A) qui ne doit pas être inférieur au montant le plus élevé de (i) quatre-vingt dix pour cent du prix de l'action le plus bas au cours des trente journées boursières précédant la date de l'acquisition et (ii) la valeur nominale par action et (B) n'excédant pas le montant le plus élevé de (i) 5% au-dessus la valeur moyenne de marché des actions de la Société pour les 5 jours ouvrables précédant le jour où l'acquisition a été effectuée et (ii) un prix plus élevé que montant le plus élevé du prix de la dernière négociation indépendante et de l'offre indépendante actuelle la plus élevée sur les marchés où l'acquisition doit être effectuée et selon les termes que le Conseil d'Administration de la Société déterminera, à condition que cette acquisition soit conforme à l'Article 49-2 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 et aux lois et réglementations applicables, cette autorisation étant conférée pour une période de 12 mois

(K) Nomination de PricewaterhouseCoopers S.à r.l. en tant que commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises de la Société pour une période se terminant à l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels statutaires de la Société pour l'année se terminant le 31 décembre 2007

(L) Rémunération des Administrateurs

(M) Décision de restructurer l'entièreté du capital social émis de la Société

(i) par la conversion de toutes les Actions émises dans la Société, à savoir les Actions Ordinaires de Classe A et toutes les Actions Préférentielles, en une seule classe d'actions ordinaires avec les mêmes droits et obligations à un taux de conversion de un (1) pour un (1);

(ii) par la réduction de la valeur nominale de 3,- USD de chaque Action émise dans la Société à un montant de 0,12 USD sans réduction du capital social et procédant ainsi à la division de chaque Action existante de la Société en 25 Actions de la même classe;

(iii) modification conséquente des statuts de la Société tel qu'indiqué dans les statuts modifiés et refondus (point (S) de l'ordre du jour)

(N) Décisions portant sur l'émission de Parts Bénéficiaires, la réduction du capital social et l'autorisation de délivrer des Actions en échange de Parts Bénéficiaires

(i) décision d'émettre et émission de 9.047.175 parts bénéficiaires de classe A sans droit de vote, ayant les mêmes droits (sauf celui de voter) et en particulier droits économiques, que les Actions de la Société ayant une valeur nominale de 0,12 USD chacune (les «Parts Bénéficiaires A») contre le transfert à la Société du même nombre de 9.047.175 Actions (qui correspondaient avant la résolution au point (M) de l'ordre du jour ci-dessus à 361.887 Actions Préférentielles) par un ou plusieurs Investisseurs TA, ces Actions devant être détenues en trésorerie par la Société;

(ii) décision d'émettre et émission de 12.202.825 parts bénéficiaires de classe B sans droit de vote, ayant les mêmes droits (sauf celui de voter) et en particulier droits économiques, que les Actions de la Société ayant une valeur nominale de 0,12 USD chacune (les «Parts Bénéficiaires B», et ensemble avec les Parts Bénéficiaires A les «Parts Bénéficiaires») contre le transfert à, et l'annulation par, la Société du même nombre de 12.202.825 Actions (qui correspondaient avant la résolution au point (M) de l'ordre du jour ci-dessus à 488.113 Actions Préférentielles) par un ou plusieurs Investisseurs TA, décision d'annuler ces Actions et de procéder à une réduction du capital social égale à la valeur nominale totale de ces Actions (représentant USD 1.464.339,-), création d'une réserve spéciale non distribuable dans la Société (la «Réserve Spéciale»), allocation du montant de la réduction du capital social à la Réserve Spéciale;

(iii) approbation des termes et conditions des Parts Bénéficiaires telles que mentionnées dans les statuts modifiés et refondus devant être approuvés au point (S) de l'ordre du jour et en particulier, sans limitation, le droit aux distributions et droits ne cas de liquidation y attachés, les conditions d'échange contre les Actions détenues en trésorerie pour les Parts Bénéficiaires A et pour les Parts Bénéficiaires B, l'émission d'Actions par la Société par voie d'incorporation de la Réserve Spéciale, chaque fois que des événements spécifiques surviennent (étant le premier des deux événements suivants: le 30 juin 2008 et la date de transfert des Parts Bénéficiaires à une partie non Affiliée avec les Deux détenteurs Investisseur TA et TA ASSOCIATES INC (tels que définis dans les statuts) (l'«Événement Déclencheur»)).

(iv) autorisation et instruction au Conseil d'Administration, avec plein pouvoir de substitution, d'effectuer toute démarche, action ou mesure appropriée, nécessaire ou utile en relation avec l'émission des Parts Bénéficiaires ci-dessus;

(v) autorisation et instruction au Conseil d'Administration de la Société, avec plein pouvoir de substitution, au moment d'un Événement Déclencheur (i) d'échanger des Actions en trésorerie contre des Parts Bénéficiaires A en un nombre égal dès réception et/ou annulation des Parts Bénéficiaires A concernées et (ii) d'émettre des Actions dans les limites du capital social autorisé par voie d'incorporation de la Réserve Spéciale en un nombre égal dès réception et/ou annulation des Parts Bénéficiaires B concernées et (iii) d'effectuer toute démarche, action ou mesure appropriée pour effectuer l'échange des Parts Bénéficiaires de la Société contre des Actions de la Société au moment d'un Événement Déclencheur comprenant le transfert des Actions en trésorerie, l'émission d'Actions, l'incorporation de la Réserve Spéciale et la modification des statuts au moment de l'échange et de l'émission d'Actions et d'en prendre acte devant un notaire;

(vi) modification des statuts de la Société afin d'inclure les dispositions relatives aux Parts Bénéficiaires tel que prévu dans les statuts modifiés et refondus sous le point (S) de l'ordre du jour;

(O) Restructuration du capital social autorisé de la Société par

(i) la création d'un capital social autorisé dans la Société d'un montant de 24.000.000,- USD divisé en 200.000.000 Actions d'une valeur nominale de 0,12 USD chacune,

(ii) la renonciation, l'accord pour la suppression de, et l'autorisation au Conseil de procéder à l'émission d'actions dans les limites du capital social autorisé contre des apports en numéraire, en nature ou par voie d'incorporation de primes ou réserves disponibles ou autrement, conformément aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration ou son(s) délégué(s) tout en renonçant, supprimant ou limitant les droits de souscription préférentiels tels que prévus par la loi luxembourgeoise en cas d'émissions d'actions dans les limites du capital social autorisé, pour une période commençant le jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires prenant acte de cette autorisation et se terminant le jour du cinquième anniversaire de la date de publication de l'acte contenant le procès-verbal de cette assemblée dans le Mémorial, bien que des dispositions des Statuts (tels que modifiés et refondus selon le point (S) de l'ordre du jour) toutefois limitent (a) l'autorisation au Conseil d'Administration et (b) prévoient des droits de souscription préférentiels aux actionnaires existants, tel que mentionné ci-dessous aux points (iv) et (v);

(iii) le constat du rapport prévu à l'article 32-3(5) de la loi luxembourgeoise sur les Sociétés Commerciales sur les circonstances et prix d'émission des actions contre des espèces sans droits de souscription préférentiels, tel que prévu par la loi luxembourgeoise pour une période de cinq ans tel que mentionné ci-dessus;

(iv) la limitation de l'autorisation au Conseil en prévoyant que le Conseil ne puisse pas, à moins qu'il ne reçoive une instruction spécifique d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires passée à la majorité simple des votes exprimés, émettre des actions pour un montant représentant plus du tiers (1/3) du capital social émis dans le capital social autorisé pour une période se terminant le jour du cinquième anniversaire de la présente autorisation (ne prenant toutefois pas en compte les émissions d'Actions prévues au point (v)(d) ci-dessous, qui ne tombe pas dans le cadre de cette restriction),

(v) l'introduction d'un droit de souscription privilégié des actionnaires existants pour toutes émissions d'actions contre des espèces par le Conseil dans les limites du capital social autorisé, sauf pour:

(a) l'émission de 20.634.800 actions (et options, droits convertibles en actions, ou instruments similaires convertibles ou échangeables en actions) émis conformément à ou en relation avec des plans d'options de souscription d'actions et des plans d'intéressement des employés dans le capital social pour les employés existants à la date de l'assemblée générale

(ce nombre maximum d'actions devant être automatiquement adapté au cas où le nombre d'actions à la souscription desquelles les options ou autres instruments donnent droit, change selon les dispositions de ces plans);

(b) l'émission d'un nombre d'actions égal à 5% du capital social émis pendant une période d'un an à condition que pas plus d'un nombre égal à 7,5% du capital social émis ne puisse y être émis pendant une période de trois ans en roulement;

(c) toute émission de droits, offre ouverte ou autre offre (et émission d'actions à ces occasions) où le Conseil peut exclure à sa discrétion les droits de souscription préférentiels des actionnaires existants afin de régler des droits aux fractions, des problèmes ou difficultés réglementaires ou juridiques ou des exigences de toute entité de réglementation ou la bourse ou en relation avec des problèmes ou difficultés d'ordre technique dans des territoires d'outre-mer;

(d) toute émission d'Actions en relation avec les Parts Bénéficiaires par voie d'incorporation de la Réserve Spéciale (ou autrement si cela est nécessaire afin de satisfaire à l'obligation de la Société de délivrer des Actions en relation avec l'échange des Parts Bénéficiaires);

(vi) modification conséquente de l'article 5 des statuts;

(P) Approbation de la modification du Plan d'Options A 2005 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC augmentant les actions disponibles pour garantir des options sur actions dans le cadre de ce plan concernant 2.500.000 actions de la Société et autorisation au Conseil d'Administration d'octroyer des options sur actions selon les termes du Plan d'Options A 2005, et d'émettre des actions dans les limites du capital social autorisé ou transférer ces actions détenues en trésorerie au moment de l'exercice des options, et confirmation de l'approbation et de la ratification de,

(i) Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC,

(ii) le Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED,

(iii) Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp RISK SERVICES LIMITED,

(iv) Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES SA pour les employés de GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED,

(v) Plan d'Options «B» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC,

(vi) Plan d'Options «B» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED,

(vii) Plan d'Options «B» 2004 de GlobeOp RISK SERVICES LIMITED,

(viii) Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES SA pour les employés de GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED,

(ix) Plan d'Options «A» 2005 (tel que modifié) de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC,

(x) Plan d'Options «A» 2005 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED,

(xi) Plan d'Options «A» 2005 de GlobeOp RISK SERVICES LIMITED,

(xii) Plan d'Options «A» 2005 de GlobeOp FINANCIAL SERVICE INDIA PRIVATE LIMITED,

ainsi que de tout autre plan d'options tel qu'il peut être soumis à l'assemblée, et confirmation de l'autorisation au Conseil d'Administration d'octroyer des options sur actions selon les termes de ces plans et d'émettre des actions dans les limites du capital social autorisé ou de transférer ces actions à partir de la trésorerie au moment de l'exercice des options.

(Q) Approbation de l'octroi d'un maximum de 2.250.000 actions de la Société selon le Plan d'Intéressement dans le Capital Social 2006 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC et autorisation au Conseil d'Administration d'émettre des actions dans les limites du capital social autorisé ou de transférer ces actions à partir de la trésorerie, aux dates d'acquisition des droits applicables, en paiement des unités limitées d'actions garanties par le Plan d'Intéressement dans le Capital Social 2006.

(R) Modification de l'article 4, Objet, des Statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

4.1 La Société a pour objet la prise de participations sous la forme d'actions ou valeurs ou autres intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toute nature, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

4.2 La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tout concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées ou tout autre société ou personne que la Société juge appropriée. La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, billets et autres valeurs.

4.3 D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

(S) Modification et refonte des Statuts avec effet immédiat de la Société substantiellement dans la forme indiquée dans l'avis de convocation à l'assemblée, y compris, sans limitation, les modifications suivantes:

- modification de l'article 5 afin de prendre en compte les points (M), (N) et (O) de l'ordre du jour,

- modification des statuts afin de prendre en compte le point (M) de l'ordre du jour et prévoir une seule classe d'actions avec les mêmes droits,

- modification des statuts afin d'y inclure les conditions générales ainsi que les droits et obligations des Parts Bénéficiaires et le point (O) de l'ordre du jour,
- modification de l'article 4 selon le point (R) de l'ordre du jour,
- modification des dispositions relatives aux assemblées générales,
- modification des dispositions relatives, entre autres, à la composition du conseil d'administration,
- modification afin de prendre en compte le choix d'appliquer l'article 10(2) à (3) «Obligations du conseil de la société visée» (Mesures Frustratoires) conformément à la loi du 19 mai 2006 sur les offres publiques d'achat.

(T) Recomposition de l'ensemble du Conseil d'Administration de la Société en mettant fin au mandat de tous les membres en fonction et élection ou réélection des administrateurs de la Société,

(i) Brian Conway,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2010 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2009,

(ii) Hans Hufschmid,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2010 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2009,

(iii) Ed Nicoll,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2010 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2009,

(iv) Clay Brendish,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2009 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2008,

(v) Rory Brooks,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2009 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2008,

(vi) David Gelber,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2009 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2008,

(vii) Edward Annunziato,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2008 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2007,

(viii) Jonathan Meeks,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2008 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2007,

(ix) Martin Veilleux,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2008 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2007,

(U) Décision de soumettre la Société aux dispositions de l'article 10(2) à (3) «Obligations du conseil de la société visée» (Mesures Frustratoires) selon la loi du 19 mai 2006 sur les offres publiques d'achat, lorsque des offres sur les actions de la Société ont été rendues publiques

Après approbation de ce qui précède par l'assemblée, l'assemblée a pris les résolutions suivantes:

*Résolution Point (M) de l'ordre du jour*

L'assemblée a décidé de restructurer l'entière du capital social émis de la Société (i) par la reclassification et conversion de toutes les Actions émises dans la Société, à savoir toutes les Actions Ordinaires de Classe A et toutes les Actions Préférentielles, en une seule classe d'actions ordinaires avec les mêmes droits et obligations à un taux de un (1) pour un (1) et (ii) par la réduction de la valeur nominale de trois USD (\$ 3,-) de chaque Action émise dans la Société à un montant de zéro virgule douze USD (\$ 0,12) sans toutefois réduire le capital social émis de la Société et ainsi procédant à la division de chaque Action existante de la Société en vingt-cinq (25) Actions de la même classe.

L'assemblée a décidé de modifier en conséquence les statuts de la Société tel qu'indiqué dans les statuts modifiés et refondus approuvés dans la résolution du point (S) de l'ordre du jour.

La résolution ci-dessus a été adoptée à la majorité suivante:

Pour: 1.794.385 A; 2.258.261 Ordinaires

Contre: 0

*Résolution Point (N) de l'ordre du jour*

L'assemblée a considéré et décidé d'approuver les conditions générales des Parts Bénéficiaires tel qu'indiqué dans les statuts modifiés et refondus devant être approuvés au point (S) de l'ordre du jour et en particulier, sans limitation, la

distribution et la liquidation des droits y attachés, les conditions d'échange contre les Actions détenues en trésorerie pour les Parts Bénéficiaires A et les Parts Bénéficiaires B, l'émission d'Actions par la Société par voie d'incorporation de la Réserve Spéciale, chaque fois qu'un certain événement survient (étant le premier des deux événements suivants: 30 juin 2008 et la date de transfert des Parts Bénéficiaires à une partie non Affiliée avec les Détenteurs Investisseur TA et TA ASSOCIATES INC (tels que définis dans les statuts) (l'«Événement Déclencheur»)).

L'assemblée a décidé d'émettre et a émis neuf millions quarante-sept mille cent soixante-quinze (9.047.175) parts bénéficiaires de classe A sans droit de vote, ayant les mêmes droits (sauf celui de voter) et en particulier les droits économiques, que les Actions de la Société ayant une valeur nominale de zéro virgule douze USD (\$ 0,12) chacune (les «Parts Bénéficiaires A») suivant les termes des statuts modifiés et refondus au point (S) de l'ordre du jour, contre le transfert à, et annulation par, la Société du même nombre de neuf millions quarante-sept mille cent soixante-quinze (9.047.175) Actions (qui correspondaient avant la résolution au point (M) de l'ordre du jour ci-dessus à trois cent soixante et un mille huit cent quatre-vingt-sept (361.887) Actions Préférentielles) aux Investisseurs TA suivants:

TA Investisseur	Actions
TA INVESTORS L.L.C. ....	139.715
TA IX L.P. ....	6.991.628
TA STRATEGIC PARTNERS FUND A L.P. ....	142.929
TA STRATEGIC PARTNERS FUND B L.P. ....	25.847
TA / ATLANTIC AND PACIFIC IV L.P. ....	<u>1.747.056</u>
Total: .....	9.047.175

ces Actions devant être détenues en trésorerie par la Société. Les neuf millions quarante-sept mille cent soixante-quinze (9.047.175) Actions ont été transférées à la Société.

L'assemblée a décidé d'émettre et a émis douze millions deux cent deux mille huit cent vingt-cinq (12.202.825) parts bénéficiaires de classe B sans droit de vote, ayant les mêmes droits (sauf celui de voter) et en particulier les droits économiques, que les Actions de la Société ayant une valeur nominale de zéro virgule douze USD (\$ 0,12) chacune (les «Parts Bénéficiaires B»), et ensemble avec les Parts Bénéficiaires A les «Parts Bénéficiaires») suivant les termes des statuts modifiés et refondus au point (S) de l'ordre du jour, contre le transfert à, et l'annulation par, la Société du même nombre de douze millions deux cent deux mille huit cent vingt-cinq (12.202.825) Actions (qui correspondaient avant la résolution au point (M) de l'ordre du jour ci-dessus à quatre cent quatre-vingt-huit mille cent treize (488.113) Actions Préférentielles) par les Investisseurs TA suivants:

TA Investisseur	Actions
TA INVESTORS L.L.C. ....	188.447
TA IX L.P. ....	9.430.305
TA STRATEGIC PARTNERS FUND A L.P. ....	192.783
TA STRATEGIC PARTNERS FUND B L.P. ....	34.862
TA / ATLANTIC AND PACIFIC IV L.P. ....	<u>2.356.428</u>
Total: .....	12.202.825

Les douze millions deux cent deux mille huit cent vingt-cinq (12.202.825) Actions ont été transférées à la Société et l'assemblée a décidé d'annuler ces Actions et de procéder à une réduction du capital social égale à la valeur nominale totale de ces Actions (représentant un million quatre cent soixante-quatre mille trois cent trente-neuf USD (\$ 1.464.339,-)). L'assemblée a décidé de créer, et d'allouer ce montant à, une réserve spéciale non distribuable dans la Société (la «Réserve Spéciale»).

L'assemblée a décidé d'autoriser et instruire le Conseil d'Administration, avec plein pouvoir de substitution, d'effectuer toute démarche, action ou mesure appropriée, nécessaire ou utile en relation avec l'émission des Parts Bénéficiaires ci-dessus.

L'assemblée a ensuite décidé d'autoriser et instruire le Conseil d'Administration de la Société, avec plein pouvoir de substitution, au moment d'un Événement Déclencheur (i) d'échanger des Actions en trésorerie contre des Parts Bénéficiaires A en un nombre égal dès réception et/ou annulation des Parts Bénéficiaires A concernées et (ii) d'émettre des Actions dans les limites du capital social autorisé par voie d'incorporation de la Réserve Spéciale en un nombre égal dès réception et/ou annulation des Parts Bénéficiaires B concernées et (iii) d'effectuer toute démarche, action ou mesure appropriée pour effectuer l'échange des Parts Bénéficiaires de la Société contre des Actions de la Société au moment d'un Événement Déclencheur comprenant le transfert des Actions en trésorerie, l'émission d'Actions, l'incorporation de la Réserve Spéciale et la modification des statuts au moment de l'échange et de l'émission d'Actions et d'en prendre acte devant un notaire;

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée a décidé de modifier les statuts de la Société tel qu'indiqué dans les statuts modifiés et refondus approuvés au point (S) de l'ordre du jour afin d'inclure les dispositions relatives aux Parts Bénéficiaires.

La résolution ci-dessus a été adoptée à la majorité suivante:

Pour: 1.794.385 A; 2.258.261 Ordinaires

Contre: 0

*Résolution Point (O) de l'ordre du jour*

L'assemblée a décidé de restructurer le capital social autorisé de la Société tel qu'indiqué ci-dessous.

L'assemblée a décidé de créer un capital social autorisé dans la Société d'un montant de 24.000.000,- USD divisé en 200.000.000 Actions d'une valeur nominale de 0,12 USD chacune.

L'assemblée a décidé de renoncer à, d'approuver la suppression de, et d'autoriser le Conseil de procéder à l'émission d'actions dans les limites du capital social autorisé contre des apports en numéraire, en nature ou par voie d'incorporation de primes ou réserves disponibles ou autrement, conformément aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration ou son(s) délégué(s) tout en renonçant, supprimant ou limitant les droits de souscription préférentiels tels que prévus par la loi luxembourgeoise en cas d'émissions d'actions dans les limites du capital social autorisé, pour une période commençant le jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires prenant acte de cette autorisation et se terminant le jour du cinquième anniversaire de la date de publication de l'acte contenant le procès-verbal de cette assemblée dans le Mémorial. L'assemblée a décidé de constater le rapport conformément à l'article 32-3(5) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés sur les circonstances et les prix d'émission des actions contre des espèces sans droits de souscription préférentiels tel que prévu par la loi luxembourgeoise pour une période de cinq ans tel qu'indiqué ci-dessus (une copie de ce rapport signée par le bureau et le notaire soussigné sera enregistrée avec le présent acte).

L'assemblée a ensuite décidé, sans limiter l'autorisation relative à la renonciation et à la suppression des droits préférentiels prévus par la loi, de limiter l'autorisation du Conseil en prévoyant que le Conseil ne puisse pas, à moins qu'il ne reçoive une instruction spécifique d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires passée à la majorité simple des votes exprimés, émettre des actions pour un montant représentant plus du tiers (1/3) du capital social émis dans le capital social autorisé pour une période se terminant le jour du cinquième anniversaire de la présente autorisation (ne prenant toutefois pas en compte les Actions sous le point (d) ci-dessous, qui ne tombe pas dans le cadre de cette restriction).

L'assemblée a ensuite décidé, sans limiter l'autorisation relative à la renonciation et à la suppression des droits préférentiels prévus par la loi décidée ci-dessus, d'introduire des droits de souscription préférentiels des actionnaires existants pour toutes émissions d'actions contre des espèces par le Conseil dans les limites du capital social autorisé, sauf pour:

(a) l'émission de 20.634.800 actions (et options, droits convertibles en actions, ou instruments similaires convertibles ou échangeables en actions) émis conformément à ou en relation avec des plans d'options de souscription d'actions et des plans d'intéressement des employés dans le capital social pour les employés existants à la date de l'assemblée générale (ce nombre maximum d'actions devant être automatiquement adapté au cas où le nombre d'actions à la souscription desquelles les options ou autres instruments donnent droit, changent selon les dispositions de ces plans);

(b) l'émission d'un nombre d'actions égal à 5% du capital social émis pendant une période d'un an à condition que pas plus d'un nombre égal à 7,5% du capital social émis ne puisse y être émis pendant une période de trois ans en roulement;

(c) toute émission de droits, offre ouverte ou autre offre (et émission d'actions à ces occasions) où le conseil peut exclure à sa discrétion les droits de souscription préférentiels des actionnaires existants afin de régler des droits aux fractions, des problèmes ou difficultés réglementaires ou juridiques ou des exigences de toute entité de réglementation ou la bourse ou en relation avec des problèmes ou difficultés d'ordre technique dans des territoires d'outre-mer;

(d) toute émission d'Actions en relation avec les Parts Bénéficiaires par voie d'incorporation de la Réserve Spéciale (ou autrement si cela est nécessaire afin de satisfaire à l'obligation de la Société de délivrer des Actions en relation avec l'échange des Parts Bénéficiaires);

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée a décidé de modifier les statuts de la Société tel qu'indiqué dans les statuts modifiés et refondus approuvés au point (S) de l'ordre du jour afin d'y inclure les dispositions relatives aux Parts Bénéficiaires.

La résolution ci-dessus a été adoptée à la majorité suivante:

Pour: 1.794.385 A; 2.258.261 Ordinaires

Contre: 0

*Résolution Point (P) de l'ordre du jour*

L'assemblée a décidé d'approuver les modifications au Plan de Stock Options A 2005 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC augmentant les actions disponibles pour garantir des options sur actions dans le cadre de ce plan concernant 2.500.000 actions de la Société et d'autoriser le Conseil d'Administration d'octroyer des stock options pour des actions selon les termes du Plan de Stock Options A 2005, et d'émettre des actions dans les limites du capital social autorisé ou transférer ces actions détenues en trésorerie au moment de l'exercice des options.

L'assemblée a décidé de confirmer l'approbation et de ratifier chacun des plans suivants,

(i) Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC,

(ii) Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED,

(iii) Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp RISK SERVICES LIMITED,

(iv) Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES SA pour les employés de GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED,

- (v) Plan d'Options «B» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC,
- (vi) Plan d'Options «B» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED,
- (vii) Plan d'Options «B» 2004 de GlobeOp RISK SERVICES LIMITED,
- (viii) Plan d'Options «A» 2004 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES SA pour les employés de GlobeOp FINANCIAL SERVICES INDIA PRIVATE LIMITED,
- (ix) Plan d'Options «A» 2005 (tel que modifié) de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC,
- (x) Plan d'Options «A» 2005 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES LIMITED,
- (xi) Plan d'Options «A» 2005 de GlobeOp RISK SERVICES LIMITED,
- (xii) Plan d'Options «A» 2005 de GlobeOp FINANCIAL SERVICE INDIA PRIVATE LIMITED,

L'assemblée a décidé de confirmer l'autorisation au Conseil d'Administration d'octroyer des options sur actions selon les termes de ces plans et d'émettre des actions dans les limites du capital social autorisé ou de transférer ces actions à partir de la trésorerie au moment de l'exercice des options.

La résolution ci-dessus a été adoptée à la majorité suivante:

Pour: 1.790.297 A; 2.258.261 Ordinaires

Contre: 4.088

*Résolution Point (Q) de l'ordre du jour*

L'assemblée a décidé d'octroyer un maximum de deux millions deux cent cinquante mille (2.250.000) actions de la Société selon le Plan d'Intéressement dans le Capital Social 2006 de GlobeOp FINANCIAL SERVICES, LLC et d'autoriser le Conseil d'Administration d'émettre des actions dans les limites du capital social autorisé ou de transférer ces actions à partir de la trésorerie, aux dates d'acquisition des droits applicables, en paiement des unités limitées d'actions garanties par le Plan d'Intéressement dans le Capital Social 2006.

La résolution ci-dessus a été adoptée à la majorité suivante:

Pour: 1.790.297 A; 2.258.261 Ordinaires

Contre: 4.088

*Résolution Point (R) de l'ordre du jour*

L'assemblée a décidé de modifier l'article 4, Objet, des Statuts de la Société afin qu'il ait la teneur indiquée dans l'ordre du jour de l'assemblée.

La résolution ci-dessus a été adoptée à la majorité suivante:

Pour: 1.794.385 A; 2.258.261 Ordinaires

Contre: 0

*Résolution Point (S) de l'ordre du jour*

L'assemblée a décidé de modifier et refondre les Statuts de la Société avec effet immédiat tel qu'indiqué ci-dessous.

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme, Dénomination.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de GlobeOp FINANCIAL SERVICES S.A. régie par les lois luxembourgeoises et les présents Statuts.

**Art. 2. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des présents Statuts, conformément à l'Article 18.

**Art. 3. Siège social.**

3.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville dans le Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social de la Société peut être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration et à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires ou, dans la mesure permise par la loi, par une décision du Conseil d'Administration.

3.2. Le Conseil d'Administration a également le droit de créer des bureaux, centres administratifs, agences ou succursales où il le juge nécessaire, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

3.3. Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège social restera luxembourgeoise.

**Art. 4. Objet.**

4.1 La Société a pour objet la prise de participations sous la forme d'actions ou valeurs ou autres intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toute nature, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

4.2 La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tout concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées ou tout autre société ou personne que la Société juge appropriée. La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, billets et autres valeurs.

4.3 D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

#### **Art. 5. Capital Social, Parts Bénéficiaires.**

5.1 Le capital émis de la Société est fixé à dix million huit cent soixante-deux mille deux cent soixante-dix sept USD (\$ 10.862.277,-) représenté par quatre-vingt-dix million cinq cent dix-huit mille neuf cent soixante-quinze (90.518.975) Actions d'une valeur nominale de zéro virgule douze USD (\$ 0,12) chacune, toutes ces Actions étant entièrement libérées. La Société a en outre, émis neuf million quarante-sept mille cent soixante-quinze (9.047.175) Parts Bénéficiaires A (sans droit de vote) et douze million deux cent deux mille huit cent vingt-cinq Parts Bénéficiaires B d'une valeur nominale de zéro virgule douze USD (\$ 0,12) chacune, qui ne font pas partie du capital social de la Société.

5.2 Le capital autorisé (y compris le capital social émis) de la Société est fixé à vingt-quatre USD (\$ 24.000.000,-), représenté par deux cent millions (200.000.000) Actions. Le capital social autorisé, mais non émis, et l'autorisation d'émettre des Actions seront valables pour une période commençant à la date de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société prévoyant le capital social autorisé et cette autorisation et se terminant cinq (5) ans à partir de la date de publication au Mémorial de l'acte contenant le procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société (sauf modification, extension ou renouvellement par l'Assemblée Générale des Actionnaires). Il a été renoncé à tout droit de souscription préférentiel quant à l'émission d'Actions contre espèces tel que prévu par le Droit des Sociétés Luxembourgeoises, et le Conseil d'Administration a été autorisé de procéder à l'émission d'actions dans les limites du capital autorisé contre des apports en numéraire, en nature ou par voie d'incorporation de primes ou réserves disponibles ou autrement, conformément aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration ou son(s) délégué(s) tout en renonçant, supprimant ou limitant tout droit de souscription préférentiel tel que prévu par le Droit des Sociétés Luxembourgeoises en cas d'émissions d'actions dans les limites du capital social autorisé, pour une période commençant le jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires prenant acte de cette autorisation et se terminant le jour du cinquième anniversaire de la date de publication de l'acte contenant le procès-verbal de cette assemblée dans le Mémorial.

5.3 Quoique le montant du capital autorisé et l'autorisation, selon l'article 5.2 ci-dessus, du Conseil d'Administration à supprimer, limiter ou renoncer à tout droit de souscription préférentiel prévu par le Droit des Sociétés Luxembourgeoises, le Conseil ne peut pas, à moins qu'il ne reçoit une instruction ultérieure d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires passé à la majorité simple des votes exprimés, émettre des actions pour un montant représentant plus du tiers (1/3) du capital social émis sous le capital autorisé pour une période se terminant le jour du cinquième anniversaire de l'autorisation (ne prenant toutefois pas en compte les émissions d'actions prévues au point 5.4.4 ci-dessous, qui ne tombent pas dans le cadre de cette restriction).

5.4 En dépit de l'autorisation, selon l'article 5.2 ci-dessus, du Conseil d'Administration à supprimer, limiter ou renoncer à tout droit de souscription préférentiel prévu par le Droit des Sociétés Luxembourgeoises, les actionnaires existants disposent d'un droit de souscription privilégié concernant toute émissions d'Actions contre espèces par le Conseil sous le capital autorisé, à l'exception de:

5.4.1 l'émission de 20.634.800 actions (et options, droits convertibles en actions, ou instruments similaires convertibles ou échangeables en actions) émis conformément à ou en relation avec des plans d'options de souscription d'actions et des plans d'encouragement des employés dans le capital social existants à la date de l'assemblée générale (ce nombre maximum d'actions devant être automatiquement adapté au cas où le nombre d'actions à la souscription desquelles les options ou autres instruments donnent droit, change selon les dispositions de ces plans);

5.4.2 l'émission d'un nombre d'actions égal à 5% du capital social émis pendant une période d'un an à condition que pas plus d'un nombre égal à 7,5% du capital social émis ne puisse y être émis pendant une période prolongée de trois ans;

5.4.3 toute émission de droits, offre ouverte ou autre offre (et émission d'actions à ces occasions) où le conseil peut exclure à sa discrétion les droits de souscription privilégiée des actionnaires existants afin de régler des droits aux fractions, des problèmes ou difficultés réglementaires ou juridiques ou des exigences de toute entité de réglementation ou la bourse ou en relation avec des problèmes ou difficultés d'ordre technique dans des territoires d'outre-mer;

5.5 toute émission d'Actions en relation avec les Parts Bénéficiaires par voie d'incorporation de la Réserve Spéciale (ou autrement si cela est nécessaire afin de satisfaire à l'obligation de la Société de délivrer des Actions en relation avec l'échange des Parts Bénéficiaires); Toute émission d'actions sous le capital autorisé doit être actée par un acte notarié et le présent article 5 doit être modifié conformément.

5.6 En cas d'émission d'Actions tout en prévoyant des droits préférentiel ou d'autres droits de souscription des Actionnaires existants, les détenteurs de Parts Bénéficiaires ont le droit de souscrire à, et la Société devrait émettre, des nouvelles Parts Bénéficiaires de telle classe que la Société détermine en proportions égales (et pour le même prix d'émission).

5.7 Le capital émis et/ou autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit une ou plusieurs fois sur décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires adoptée conformément aux règles de quorum et de majorité fixées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par la loi pour modifier les présents Statuts.

5.8 La Société ou ses filiales peuvent procéder à l'achat ou au rachat de ses propres Actions et peut détenir des Actions en trésorerie, à chaque fois dans les limites prévues par la loi.

5.9 La Société ne peut émettre des fractions d'Actions. Le Conseil d'Administration sera autorisé à prévoir à sa discrétion le paiement en numéraire ou l'émission de scripts en remplacement d'une fraction d'action.

5.10 Les droits et obligations attachés aux Actions seront identiques, à l'exception permise par les Statuts ou la loi. En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être créé dans lequel pourra être transférée toute prime payée sur une action en plus de sa valeur nominale. Le montant du compte prime d'émission peut être utilisé pour prévoir le paiement de toute Action que la Société peut racheter à ses Actionnaires, pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Actionnaires dans la forme d'un dividende ou pour allouer des fonds à la réserve légale. En outre, la Société peut créer les réserves spéciales qu'elle juge appropriée en particulier, sans limitation en relation avec l'Obligation d'Echange concernant les Parts Bénéficiaires.

#### **Art. 6. Actions sous forme nominative.**

6.1 Les Actions sont nominatives uniquement.

6.2 Un registre des Actions sera tenu au siège social de la Société, où il pourra être consulté par tout Détenteur. La propriété des Actions nominatives sera établie par une inscription dans ledit registre ou lorsque des agents de registre distincts ont été nommés conformément à l'article 6.3, dans un tel registre distinct. Sans préjudice des conditions pour le transfert par l'inscription dans le cas prévu à l'Article 6.8 des présents Statuts, un transfert d'Actions nominatives sera effectué par une déclaration de transfert inscrite dans ledit registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs représentants dûment autorisés. La Société peut accepter et inscrire dans le registre concerné un transfert sur base d'une correspondance ou autres documents prenant acte de l'accord entre le cédant et le cessionnaire.

6.3 La Société peut nommer des agents de registre dans différentes juridictions qui tiendront chacun un registre séparé pour les actions nominatives qui y sont inscrites et les détenteurs des actions peuvent choisir d'être inscrits dans l'un des registres et d'être transférés de temps à autre d'un registre à l'autre. Le Conseil d'Administration peut toutefois imposer des restrictions de transfert pour les Actions qui sont inscrites, listées, cotées, négociées ou placées dans certaines juridictions conformément aux exigences applicables. Le transfert au registre tenu au siège social de la Société doit toujours être demandé.

6.4 Les Actions sont indivisibles envers la Société qui ne reconnaît qu'un seul détenteur par Action. Dans le cas où une Action est détenue par plus d'une personne, il sera demandé aux personnes réclamant la propriété de cette Action de nommer un seul mandataire pour représenter l'Action envers la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette Action jusqu'à ce qu'une seule personne ait été nommée. La même règle est applicable en cas de conflit entre un usufruitier et un nu propriétaire ou entre le débiteur gageur et le créancier gagiste.

6.5 Sous réserve des dispositions de l'Article 6.8, la Société peut considérer la personne au nom de laquelle les Actions nominatives sont inscrites dans le registre des Actionnaires comme l'unique propriétaire de ces Actions nominatives. La Société sera complètement déchargée de toute responsabilité en traitant de ces Actions nominatives envers des tiers et sera en droit de considérer tout droit, intérêt ou réclamation des tiers au sujet de telles Actions nominatives comme non-existant sujet cependant au droit qu'un tel tiers pourrait avoir à demander l'enregistrement ou la modification de l'enregistrement d'Actions nominatives. Dans le cas où un détenteur d'actions nominatives ne fournit pas d'adresse à laquelle tous les avis et toutes les communications de la Société peuvent être envoyés, la Société peut permettre qu'un avis à cet effet soit inscrit dans le(s) registre(s) des Actionnaires et l'adresse de ce détenteur sera censée être au siège social de la Société ou à une autre adresse que la Société pourra inscrire de temps à autre, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit indiquée à la Société par ce détenteur. Le détenteur peut, à tout moment, changer son adresse telle qu'inscrite dans le(s) registre(s) des Actionnaires au moyen d'une notification écrite à la Société ou à l'agent de registre concerné.

6.6 Aucune inscription ne devra être faite dans le registre des Actionnaires et aucun avis de transfert ne sera reconnu par la Société ou un agent de registre pendant la période commençant le cinquième (5) jour ouvrable avant la date de l'Assemblée Générale et se terminant à la fin de l'Assemblée Générale, à moins que la Société ne fixe un délai plus court.

6.7 Toutes les communications et tous les avis devant être donnés à un Actionnaire nominatif seront considérés valablement effectués s'ils sont envoyés à la dernière adresse communiquée par l'Actionnaire à la Société.

6.8 Lorsque les Actions sont inscrites dans le registre des Actionnaires pour le compte d'une ou plusieurs personnes au nom d'un organisme de compensation de valeurs ou de l'opérateur d'un tel système ou au nom d'un dépositaire professionnel de valeurs ou tout autre dépositaire (ces systèmes, professionnels ou autres dépositaires ci-après les «Dépositaires») ou un sous-dépositaire désigné par un ou plusieurs Dépositaires, la Société - sous réserve de la réception de la part du Dépositaire auprès duquel les Actions sont déposées, d'un certificat en bonne et due forme - permettra à ces personnes d'exercer les droits attachés à ces Actions, y compris l'admission et le vote aux Assemblées Générales. Le Conseil d'Administration peut déterminer des exigences de forme auxquelles les certificats devront se satisfaire. Non-obstant ce qui précède, la Société effectuera des paiements de dividendes et tous autres paiements en espèces, Actions

ou autres valeurs uniquement au Dépositaire ou sous-dépositaire inscrit dans le registre ou conformément à ses instructions, et ce paiement aura pour effet la pleine décharge des obligations de la Société.

6.9 Des certificats confirmant l'inscription dans le registre des Actionnaires seront transmis aux Actionnaires sur demande écrite et, dans le cas prévu à l'Article 6.8 des présents Statuts et sur demande aux Dépositaires ou sous-dépositaires inscrits dans le registre. Les certificats perdus, volés ou endommagés seront remplacés par la Société sur présentation de tels preuves, lettres de garanties ou lettres d'indemnification que la Société jugera satisfaisante, à condition que les certificats d'actions endommagés soit délivrés à la Société avant que les nouveaux certificats ne soient remis.

**Art. 7. Actions - Droits de Vote.** Sous réserve des présents Statuts, chaque Action donne droit à un vote à toutes les Assemblées Générales des Actionnaires.

**Art. 8. Parts Bénéficiaires.**

8.1 Les Parts Bénéficiaires émises par la Société n'auront pas de droit de vote mais auront les mêmes droits que les Actions dans le cas de dividendes ou autre distribution effectuée par la Société ainsi que tout autre droit attaché aux Actions (autres que les droits de vote). Dans le cas d'un dividende, les Parts Bénéficiaires donneront droit à leurs détenteurs à la délivrance de nouvelles Parts Bénéficiaires de la classe tel que déterminée par la Société en lieu et place d'Actions.

8.2 Les Parts Bénéficiaires sont sous la forme nominative uniquement. Les termes et conditions des Parts Bénéficiaires sont énoncés dans les présents Statuts et peuvent uniquement être changés avec l'accord de tout les détenteurs de telles Parts Bénéficiaires.

8.3 Un registre de Parts Bénéficiaires sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout Détenteur. La propriété des Parts Bénéficiaires s'établira par l'inscription dans ce registre. Un transfert de Parts Bénéficiaires s'opérera au moyen d'une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs représentants dûment autorisés. Sous réserve des dispositions relative aux Echanges prévu à l'Article 9, la Société peut accepter et inscrire dans le registre un transfert sur la base d'une correspondance ou d'autres documents prenant acte de l'accord entre le cédant et le cessionnaire.

8.4 Les Parts Bénéficiaires sont indivisibles envers la Société qui ne reconnaît qu'un seul détenteur par Parts Bénéficiaire. Dans le cas où une Part Bénéficiaire est détenue par plus d'une personne, il sera demandé aux personnes réclamant la propriété des Parts Bénéficiaires de désigner un mandataire unique pour représenter les Parts Bénéficiaires envers la Société. La Société a le droit de suspendre tous les droits attachés à ces Parts Bénéficiaires jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée. La même règle s'applique en cas de conflit entre un usufruitier et un nu propriétaire ou entre un débiteur gageur et un créancier gagiste.

8.5 La Société peut considérer la personne au nom de laquelle les Parts Bénéficiaires sont inscrites dans le registre des Parts Bénéficiaires comme l'unique propriétaire de ces Parts Bénéficiaires sera complètement déchargée de toute responsabilité en traitant de ces Parts Bénéficiaires envers des tiers et sera en droit de considérer tout droit, intérêt ou réclamation des tiers au sujet de telles Parts Bénéficiaires comme non- existant sujet cependant au droit qu'un tel tiers pourrait avoir à demander l'enregistrement ou la modification de l'enregistrement de Parts Bénéficiaires.

8.6 Aucune inscription ne sera portée dans le registre des Parts Bénéficiaires et aucun avis de transfert ne sera reconnu par la Société ou un agent de registre pendant la période commençant le cinquième (5) jour ouvrable avant la date de l'Assemblée Générale et se terminant à la fin de cette Assemblée Générale, à moins que la Société ne fixe un délai plus court.

8.7 Toutes les communications et tous les avis devant être envoyés à un détenteur de Parts Bénéficiaires seront jugés valablement effectués s'ils sont envoyés à la dernière adresse communiquée par ce détenteur à la Société.

8.8 Des certificats confirmant l'inscription dans le registre des Parts Bénéficiaires seront remis au détenteur de Parts Bénéficiaires sur demande écrite. Les certificats perdus, volés ou endommagés seront remplacés par la Société sur présentation de tels preuves, lettres de garanties ou lettres d'indemnification que la Société jugera satisfaisante, à condition que les parts d'actions endommagés soient délivrés avant que les nouveaux certificats ne soient remis.

**Art. 9. Parts Bénéficiaires - Echange.**

9.1 Au moment de la survenance du premier des deux événements suivants: (i) 30 juin 2008 et (ii) du transfert des Parts Bénéficiaires concernées à une partie qui n'est pas un Affilié d'un des TA INVESTOR HOLDERS ou TA ASSOCIATES, INC. (chacun, un «Événement Déclencheur»), toutes les Parts Bénéficiaires (dans le cas (i)) et les Parts Bénéficiaires transférées (dans le cas (ii)) émises et en circulation doivent être automatiquement échangées contre un nombre égal d'Actions de la Société sans aucun frais (l'«Echange»). La Société doit détenir un nombre suffisant d'Actions en trésorerie afin d'effectuer cet Echange par rapport aux Parts Bénéficiaires A et disposer d'un capital autorisé non émis suffisant pour effectuer cet Echange par rapport aux Parts Bénéficiaires B, ou prévoir un autre moyen afin d'effectuer l'Echange.

9.2 Dans le cas d'un Echange selon l'Article 9.1(i) ci-dessus, les Parts Bénéficiaires seront automatiquement échangées et annulées et le même nombre d'Actions sera transféré à la propriété du détenteur des Parts Bénéficiaires concerné ainsi échangées et annulées. Ces Actions doivent soit être transférées de la trésorerie, soit être émises par l'incorporation de réserves créées à cette fin ou autrement. Une inscription doit être portée au registre des Actionnaires et au registre des Parts Bénéficiaires qui seront par conséquent annulées.

9.3 Dans le cas d'un Echange selon l'Article 9.1(ii) ci-dessus, le cédant devra notifier la Société en temps voulu du transfert proposé pour l'Echange. Les Parts Bénéficiaires concernées devant être transférées seront annulées et la Société transférera le même nombre d'Actions de la trésorerie au cessionnaire que le nombre de Parts Bénéficiaires étant soumis à la notification et au transfert (et donc échangées et annulées). Une inscription devra être portée au registre des Actionnaires et au registre des Parts Bénéficiaires.

9.4 Au moment d'un Echange selon les dispositions ci-dessus, les Statuts de la Société sont modifiés afin de prendre en compte cet Echange et le nombre de Parts Bénéficiaires annulées et, le cas échéant, l'augmentation du capital social émis et l'émission d'Actions, et dans le cas où tous les Parts Bénéficiaires sont échangées et annulées, toutes les références y correspondantes des Statuts doivent être supprimées. Le Conseil d'Administration ou son(s) délégué(s) sont autorisés et doivent inscrire toutes les modifications devant un notaire luxembourgeois et procéder aux formalités requises ou appropriées.

#### **Art. 10. Conseil d'Administration.**

10.1 La Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois (3) membres qui ne devront pas nécessairement être Actionnaires de la Société.

10.2 Les Administrateurs seront désignés par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité simple des votes exprimés pour un période ne dépassant pas trois (3) ans, étant entendu, toutefois, que tout Administrateur pourra être révoqués avec ou sans motif par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité simple des votes exprimée. Les Administrateurs sont rééligibles.

10.3 En cas de vacance d'un poste d'Administrateur pour cause de décès, retraite, démission, révocation ou autrement, les Administrateurs restants peuvent remplir cette fonction et nommer un successeur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

#### **Art. 11. Procédures au sein du Conseil d'Administration.**

11.1 Le Conseil d'Administration devra nommer un président et pourra nommer un ou plusieurs vice-présidents et devra déterminer la durée de leur mandat, qui ne pourra excéder leur mandat d'Administrateur. Le président du Conseil d'Administration présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et toutes les assemblées d'Actionnaires. En cas d'absence du président, soit le vice-président le plus âgé présent, soit (mais uniquement en absence de vice-président) un président ad hoc élu par le Conseil ou l'Assemblée Générale des Actionnaires, le cas échéant, devra présider la réunion du Conseil d'Administration ou l'Assemblée Générale des Actionnaires.

11.2 Le Conseil peut déléguer la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que le pouvoir de représenter la Société dans ses affaires journalières, à des Administrateurs individuels ou autres fondés de pouvoirs ou agents de la Société ou tous comités désignés par le Conseil d'Administration.

11.3 Le Conseil d'Administration peut mettre en place différents comités comprenant, sans limitation, un comité de direction, un comité d'audit, un comité de nomination et un comité de compensation. Chacun de ces comités devra être composé tel que le Conseil d'Administration le déterminera. Le Conseil d'Administration peut nommer des Administrateurs ainsi que des personnes qui ne sont pas Administrateurs à ces comités. Le Conseil d'Administration détermine l'objet, les pouvoirs et les règles applicables à chacun de ces comités.

11.4 Le Conseil d'Administration peut nommer un secrétaire de la Société, qui n'a pas besoin d'être un membre du Conseil d'Administration, et déterminer ses responsabilités, pouvoirs et autorités.

#### **Art. 12. Réunions de Conseil d'Administration.**

12.1 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président ou de deux Administrateurs. Un avis de toute réunion doit être donné à chaque Administrateur par lettre, câble, télégramme, téléphone, fax ou e-mail sept (7) jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas un préavis de vingt-quatre (24) heures sera suffisant, et auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il pourra être renoncé à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque membre du Conseil donnée par les mêmes moyens de communication prévus pour l'avis de convocation. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une date, une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

12.2 Un Administrateur peut agir à toute réunion du Conseil d'Administration en nommant par écrit, par lettre ou par câble, télégramme, fax ou email un autre Administrateur comme son mandataire.

12.3 Le Conseil d'Administration peut délibérer et agir valablement seulement si la majorité des membres du Conseil sont présents ou représentés. Les décisions seront prises à la simple majorité des votes valablement exprimés des membres du Conseil présents ou représentés. Aucun des membres du Conseil, y compris le président et les vice-présidents, n'ont de droit de vote prépondérant.

12.4 Les réunions du Conseil d'Administration sont valablement tenues à tout moment et en toutes circonstances par voie de conférence téléphonique, vidéoconférence ou autre moyens permettant l'identification de l'Administrateur concerné et qui sont continuellement en ligne. Un Administrateur participant de cette manière est considéré présent à cette réunion.

12.5 Le Conseil d'Administration peut également en toutes circonstances, et à l'unanimité, passer des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil seront valables et effectives comme si

elles étaient passées lors d'une réunion valablement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un document ou plusieurs copies de la même résolution et des lettres, câbles, fax ou e-mails faisant preuve.

12.6 Des copies ou extraits des procès-verbaux devant servir en justice ou autrement devront être signés par le président de la Société ou deux Administrateurs ou le secrétaire de la Société.

#### **Art. 13. Pouvoirs des Conseils d'Administration.**

13.1 Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et autoriser et/ou exercer tous les actes de disposition et d'administration dans le cadre de l'objet social de la Société.

13.2 Tout pouvoir non expressément réservé par la loi ou par les Statuts de la Société à l'Assemblée Générale des Actionnaires sera de la compétence du Conseil d'Administration.

13.3 Sauf disposition contraire des présents Statuts ou de la loi, le Conseil d'Administration de la Société est autorisé par les présents à prendre les mesures (par résolutions ou autrement) et à adopter les dispositions nécessaires ou utiles à l'exécution de l'objet social de la Société.

**Art. 14. Pouvoirs de signature.** La Société sera engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs ou par la (les) signature(s) individuelle ou conjointes de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs ont été conférés par le Conseil d'Administration (ou deux Administrateurs).

#### **Art. 15. Conflits d'Intérêt.**

15.1 Aucun Administrateur, pour l'unique raison qu'il soit un Administrateur, peut être empêché de contracter avec la Société, en raison de la fonction ou position avantageuse qu'il occupe ou du fait qu'il soit vendeur, acquéreur ou de toute autre manière, de même qu'aucun contrat ou aucune autre transaction entre la Société et une autre société ou entité dans laquelle un des Administrateurs ait un quelconque intérêt ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société a ou ont un intérêt dans un tel contrat ou une telle transaction ou est ou sont administrateur(s), fondé(s) de pouvoir (officer) ou employé(s) de cette autre société ou entité. Tout Administrateur ou fondés de pouvoir de la Société ayant la qualité d'administrateur, de fondé de pouvoir (officer) ou d'employé d'une société ou entité avec laquelle la Société passe des contrats ou noue des relations d'affaires ne saurait, en raison de ce seul lien avec cette autre société ou entité, être privé du droit de délibérer et de voter sur ou d'intervenir dans une quelconque matière ayant trait à de pareils contrats ou affaires.

Aucun Administrateur qui a un tel intérêt ne doit rendre des comptes à la Société ou les Actionnaires pour toute rémunération, profit ou autre bénéfice réalisés par lui en raison de l'occupation de cette position ou de la relation de mandataire ainsi établie.

15.2 Au cas où un Administrateur de la Société aurait un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet Administrateur devra informer le Conseil d'Administration de cet intérêt personnel et ne devra ni délibérer ni voter au sujet de cette transaction; l'intérêt personnel de l'Administrateur dans cette transaction devra être enregistré et déclaré à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

#### **Art. 16. Compensation des Administrateurs et Fondés de Pouvoirs.**

16.1. Sous réserve des exceptions et des limitations énumérées ci-dessous:

16.1.1 Toute personne étant ou ayant été Administrateur ou fondé de pouvoir (officer) de la Société sera tenue quitte et indemne par la Société, à concurrence du montant maximum permis par la loi, de toutes obligations et dépenses raisonnablement encourues ou déboursées par lui en rapport avec une quelconque demande, action, poursuite ou procédure auxquelles elle aura été partie ou autrement impliquée en sa qualité, présente ou passée, d'Administrateur ou de fondé de pouvoir (officer) de la Société, de même que de tous montants payés ou exposés en cas d'arrangement extrajudiciaire.

16.1.2 Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales et autres, y compris des instances d'appels) en cours ou pendantes; les termes «obligations» et «dépenses» seront censés inclure sans restriction les honoraires d'avocats, les frais, les amendes, les montants payés à titre d'arrangement et autres dettes.

16.2 Aucune indemnification ne sera consentie à un Administrateur ou fondé de pouvoir (officer) en rapport avec une quelconque responsabilité envers la Société ou ses Actionnaires découlant d'un préjudice intentionnel, de mauvaise foi, de faute grave ou d'un manquement caractérisé à ses devoirs dans le cadre de ses fonctions ou en cas d'arrangement extrajudiciaire, à moins que cet arrangement n'ait été approuvé par un tribunal compétent ou par le Conseil d'Administration. Aucune indemnité ne sera accordée lors de procédures en défense (criminelle) lors de laquelle cet Administrateur ou fondé de pouvoir (officer) aura été condamné.

16.3 Le droit à indemnisation, tel que défini dans le présent article, sera individuel et n'exclura pas d'autres droits présents ou futurs dans le chef de pareil Administrateur ou fondé de pouvoir (officer). Il persistera en faveur des personnes ayant cessé d'être Administrateur ou fondé de pouvoir (officer) de la Société et passera à leurs héritiers, exécuteurs testamentaires ou administrateurs. Les présentes dispositions n'affecteront en rien le droit à indemnisation pouvant appartenir aux autres membres du personnel de la Société, y compris les Administrateurs et fondé de pouvoir (officer), en vertu d'un contrat ou de la loi.

Les dépenses liées à la préparation de la défense et à la représentation en rapport avec toute demande, action, poursuite ou procédure, telles que décrites dans le présent Article, pourront être avancées par la Société avant le règlement définitif, contre engagement de l'Administrateur ou du fondé de pouvoir (officier) de rembourser le montant avancé, s'il apparaît en définitive qu'il n'avait pas droit à indemnisation en vertu du présent Article.

#### **Art. 17. Assemblées Générales des Actionnaires.**

17.1. Toute Assemblée Générale des Actionnaires de la Société valablement constituée représente l'ensemble des Actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, accomplir ou ratifier tous actes concernant les affaires de la Société. L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration conformément à la loi luxembourgeoise.

17.2. L'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires se réunira à Luxembourg au siège social de la Société ou à l'endroit spécifié dans l'avis de convocation de l'Assemblée, le 25 avril à 11 heures. Si ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

17.3. Les autres Assemblées Générales des Actionnaires peuvent être tenues aux lieux et heures tels que spécifiés dans les avis de convocation respectifs à ces Assemblées.

17.4. Si l'entièreté du capital social émis de la Société est représenté à une Assemblée Générale des Actionnaires, les délibérations de l'Assemblée Générale seront considérées comme valables, même en l'absence d'un avis de convocation préalable.

17.5. Le Conseil d'Administration peut déterminer une date précédant l'Assemblée Générale des Actionnaires comme date d'inscription pour admission à l'Assemblée Générale.

17.6. Lorsque, conformément aux dispositions de l'Article 6.8 des présents Statuts, les Actions sont inscrites sur le registre des Actionnaires au nom d'un Dépositaire ou d'un sous-dépositaire de ce dernier, les certificats prévus dans l'Article 6.8 des présents Statuts doivent être reçus à la Société pas plus tard que le jour précédant le cinquième (5e) jour ouvrable avant la date de l'Assemblée Générale à moins que la Société ne fixe un délai plus court. Ces certificats doivent certifier le fait que les Actions en compte doivent être bloquées jusqu'à la fin de l'Assemblée Générale. Toutes les procurations doivent être reçues à la Société dans le même délai.

17.7. Le Conseil d'Administration pourra adopter toutes les autres normes et règles concernant la disponibilité des cartes d'accès, des formulaires de procurations et/ou formulaires de vote afin de permettre aux Actionnaires d'exercer leur droit de vote.

17.8. En conformité avec les exigences légales, une fois que le Conseil d'Administration a ratifié le fait que des technologies testées et de pointe appropriées et autres moyens pour le comptage des voix sont disponibles, le Conseil d'Administration peut permettre la participation des Actionnaires à l'Assemblée par voie de vidéoconférence ou par toute autre voie de télécommunication permettant leur identification. Tout Actionnaire qui participe de cette manière à une Assemblée Générale de la Société est considéré comme présent à cette Assemblée Générale pour les besoins du quorum et sera autorisé à voter sur les points considérés à cette Assemblée Générale. En cas d'interruption de la transmission ou de tout autre dysfonctionnement technique ayant le même effet, le président peut suspendre l'Assemblée Générale. Si cette interruption ne peut être réparée dans le délai de une (1) heure, l'Assemblée Générale peut valablement résumer et délibérer sur tous les points de l'ordre du jour nonobstant cette interruption à condition que les Actionnaires qui ne participent plus ne soient plus comptés dans le quorum.

17.9. Le Conseil d'Administration peut décider de permettre le vote par écrit. Dans ce cas, les Actionnaires peuvent voter par courrier, par voie d'un formulaire qui contiendra les mentions suivantes:

17.9.1 la date, l'heure et le lieu de l'Assemblée Générale,

17.9.2 les nom, adresse et informations pertinentes concernant l'Actionnaire,

17.9.3 le nombre d'Actions détenues par l'Actionnaire,

17.9.4 l'ordre du jour,

17.9.5 le texte des résolutions proposées,

17.9.6 la possibilité d'exprimer un vote positif ou négatif ou une abstention;

17.9.7 la possibilité de donner pouvoir de voter sur une nouvelle résolution ou des modifications aux résolutions proposées prévues à l'Assemblée ou annoncées par la Société après remise du formulaire de vote. Les formulaires de vote doivent être remis à la Société ou son agent, pas plus tard que le cinquième (5e) jour ouvrable précédant la date de l'Assemblée concernée, à moins que la Société ne fixe un délai plus court. Lorsque des Actions sont détenues par un Dépositaire tel que prévu à l'Article 6.8, ces formulaires de vote doivent être délivrés ensemble avec un certificat tel que prévu à l'Article 6.8. Les formulaires de vote dûment complétés et signés reçus tel que prévu ci-avant doivent être pris en compte pour le calcul du quorum à cette Assemblée Générale. Les formulaires de vote incomplets ou les formulaires de vote reçus après le délai fixé par la Société ne seront pas pris en compte.

17.10 Les détenteurs de Parts Bénéficiaires doivent recevoir les mêmes communications en relation avec les Assemblées Générales que les Actionnaires nominatifs. Les détenteurs de Parts Bénéficiaires seront autorisés à participer à l'Assemblée Générale mais ne seront pas autorisés à voter.

**Art. 18. Majorité et quorum à l'Assemblée Générale.**

18.1 Lors de toute Assemblée Générale des Actionnaires autre qu'une Assemblée Générale extraordinaire convoquée aux fins de modification des Statuts de la Société ou de vote sur des résolutions dont l'adoption est soumise aux exigences de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts, aucun quorum de présence n'est prévu et les résolutions doivent être adoptées sans tenir compte du nombre d'Actions représentées, à la majorité simple des voix.

18.2 Lors de toute Assemblée Générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modification des Statuts de la Société ou de vote sur des résolutions dont l'adoption est soumise aux exigences de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié de toutes les Actions émises et en circulation. Si ce quorum n'est pas présent, une deuxième Assemblée peut être convoquée pour laquelle aucun quorum ne sera requis. Pour que les résolutions proposées soient adoptées à une telle Assemblée Générale, et sauf disposition contraire de la loi, une majorité des deux-tiers (2/3) des voix des Actionnaires présents ou représentés et votants est exigée à une telle Assemblée Générale.

**Art. 19. Contrôle des Comptes.** Les comptes annuels et les comptes consolidés devront faire l'objet d'une surveillance, et le contenu du rapport de gestion avec ces comptes, par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprises tel que prévu par la loi, nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une période ne dépassant pas un (1) an. Ces commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprises sont rééligibles.

**Art. 20. Exercice social.** L'exercice social de la Société commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

**Art. 21. Distributions.**

21.1 Cinq pour cent (5%) du bénéfice annuel net de la Société seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

21.2 L'Assemblée Générale des Actionnaires, sur recommandation du Conseil d'Administration, décidera de l'affectation du solde du bénéfice annuel net, y compris de la distribution d'un dividende sous forme d'actions, à condition que les Parts Bénéficiaires soient toujours traitées de manière égale et qu'ils aient les mêmes droits que les Actions (sauf disposition contraire dans les présents Statuts).

21.3 Des dividendes intérimaires peuvent être déclarés et payés (y compris par voie de paiements échelonnés) par le Conseil d'Administration, sous réserve des exigences légales, soit par voie de dividendes en espèces ou par voie de dividendes en nature à condition que les Parts Bénéficiaires soient toujours traitées de manière égale et qu'ils aient les mêmes droits que les Actions (sauf disposition contraire dans les présents Statuts).

21.4 Au cas où l'Assemblée générale décide, ou lorsque le Conseil d'Administration déclare des dividendes intérimaires, qu'un dividende soit payé en Actions ou autres titres de la Société, le Conseil d'Administration peut exclure de cette offre les Actionnaires lorsqu'il le juge nécessaire ou recommandé en raison de problèmes pratiques ou juridiques dans un territoire ou pour toutes autres raisons que le Conseil peut déterminer.

**Art. 22. Dissolution de la Société.**

22.1. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison ou à quelque moment que ce soit, la liquidation se fera par les liquidateurs ou par le Conseil d'Administration alors en fonction, nanti à cet effet des pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la Loi luxembourgeoise sur les sociétés du dix août mille neuf cent quinze.

22.2. Une fois que toutes les dettes, charges et dépenses de la liquidation auront été réglées, le solde éventuel sera versé aux Détenteurs d'Actions et/ou Détenteurs de Parts Bénéficiaires de manière égale.

**Art. 23. Définitions.**

**Actionnaires** Signifie les détenteurs d'Actions de la Société;

**Actions** Signifie les actions de la Société, d'une valeur nominale de 0,12 USD et les droits et obligations tels que définis dans les statuts de la Société et prévues par la loi;

**Administrateurs** Signifie les membres du Conseil d'Administration de la Société

**Affilié** Signifie en rapport avec une Personne, toute Personne qui directement ou indirectement à travers (1) un ou plusieurs intermédiaires contrôle ou est contrôlée par, ou se trouve sous contrôle commun avec la première (1<sup>ère</sup>) Personne et, dans le cas des Investisseurs TA, comprennent des fonds futurs qui ont des partenaires généraux qui sont affiliés mais ne sont pas identiques. Une Personne est réputée contrôler une autre Personne si cette première (1<sup>ère</sup>) Personne possède directement ou indirectement le pouvoir de diriger ou de provoquer la direction de, la gestion et les politiques de la seconde (2<sup>ème</sup>) Personne, que ce soit par le biais de titres conférant des droits de vote, par contrat ou autrement;

**Assemblée Générale** Signifie l'assemblée générale des Actionnaires

**Conseil d'Administration** Signifie le conseil d'administration de la Société

**Détenteur** Signifie un détenteur d'Actions et/ou Parts Bénéficiaires

**Investisseurs TA** Signifie chacun de TA IX L.P., TA/Atlantic et Pacific IV L.P., TA Strategic Partners Fund A L.P., TA Strategic Partners Fund A L.P., TA Strategic Partners Fund B L.P. et TA Investors LLC, tout fonds géré ou conseillé par TA Associates, Inc.;

**Loi sur les Sociétés** Signifie la loi du dix août mille neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée

**Mémorial** Signifie le Mémorial, le journal officiel de Luxembourg

**Parts Bénéficiaires** Signifie les Parts Bénéficiaires A et les Parts Bénéficiaires B émises par la Société suivant l'Article 37 de la Loi sur les Sociétés, avec une valeur nominale égale à la valeur nominale des Actions et ayant les droits et obligations prévus dans les Statuts de la Société

**Parts Bénéficiaires A** Signifie les parts bénéficiaires de classe A émises par la Société suivant l'Article 37 de la Loi sur les Sociétés, avec une valeur nominale égale à la valeur nominale des Actions et ayant les droits et obligations prévus dans les Statuts de la Société

**Parts Bénéficiaires B** Signifie les parts bénéficiaires de classe B émises par la Société suivant l'Article 37 de la Loi sur les Sociétés, avec une valeur nominale égale à la valeur nominale des Actions et ayant les droits et obligations prévus dans les Statuts de la Société

**Personne** Signifie un individu, une société, un partenariat, une association temporaire, un trust, une organisation sans personnalité morale, une société à responsabilité limitée, un gouvernement ou une de ses agences ou subdivision politique

**Société** Signifie GlobeOp FINANCIAL SERVICES S.A.

**Statuts** Signifie les présents statuts tels que modifiés de temps à autre

**Art. 24. Choix d'Application - Mesures frustratoires.** L'Assemblée générale des Actionnaires a décidé de soumettre la Société à l'article 10 (2) à (3) «Obligations du conseil de la Société visée» (Mesures Frustratoires) de la loi du 19 mai 2006 sur les offres publiques d'achat, lorsque une offre sur les actions de la Société a été rendue publique.

**Art. 25. Loi Applicable.** Sauf disposition contraire prévue par les présents Statuts, les dispositions de la Loi sur les Sociétés seront applicables.

Les statuts de la Société sont rédigés en anglais et en cas de divergences le texte anglais prévaut.

La résolution ci-dessus a été adoptée à la majorité suivante:

Pour: 1.794.385 A; 2.258.261 Ordinaires

Contre: 0

*Résolution Point (T) de l'ordre du jour*

L'assemblée a décidé de recomposer l'ensemble du Conseil d'Administration de la Société en mettant fin au mandat de tous les membres en fonction et élection ou réélection des personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la Société, pour un durée telle qu'indiquée à côté de leur nom:

(i) Brian Conway,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2010 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2009,

(ii) Hans Hufschmid,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2010 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2009,

(iii) Ed Nicoll,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2010 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2009,

(iv) Clay Brendish,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2009 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2008,

(v) Rory Brooks,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2009 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2008,

(vi) David Gelber,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2009 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2008,

(vii) Edward Annunziato,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2008 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2007,

(viii) Jonathan Meeks,

pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2008 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2007,

(ix) Martin Veilleux,  
pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de la Société en 2008 approuvant les comptes statutaires pour l'année se terminant le 31 décembre 2007,

La résolution ci-dessus a été adoptée à la majorité suivante:

Pour: 1.794.385 A; 2.258.261 Ordinaires

Contre: 0

*Résolution Point (U) de l'ordre du jour*

L'assemblée a décidé de soumettre la Société aux dispositions de l'article 10(2) à (3) «Obligations du conseil de la société visée» (Mesures Frustratoires) selon la loi du 19 mai 2006 sur les offres publiques d'achat, lorsque des offres sur les actions de la Société ont été rendues publiques

La résolution ci-dessus a été adoptée à la majorité suivante:

Pour: 1.794.385 A; 2.258.261 Ordinaires

Contre: 0

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes, ce procès-verbal est rédigé en anglais suivi par une traduction française, la version anglaise faisant foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, a la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du procès-verbal aux personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé, ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: T. Hoss, K. Kraemer, M. Schinner, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2007, Relation: LAC/2007/13443. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): F. Sandt.*

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007102301/242/1768.

(070116249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Richard International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 66.317.

En vertu de l'article 79 (1) de la loi sur le Registre de Commerce et des Sociétés du 19 décembre 2002, le bilan abrégé au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007102372/777/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2007, réf. LSO-CH08202. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070116352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Thermolux Immobilière, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1274 Howald, 40, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 5.574.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007102381/2415/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09313. - Reçu 105 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070116292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Olcese Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 52.856.

L'an deux mille sept, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme OLCESE FINANCE S.A. une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent, constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg le 15 novembre 1995, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 26 du 15 janvier 1996

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 52.856.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 14.20 heures sous la présidence de Monsieur Max Mayer, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg-Eich qui agit aussi en tant que secrétaire.

Le président choisit comme scrutateur Monsieur Celso Gomes, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée à pour

*Ordre du jour:*

- 1.- Décision de mettre la société OLCESE FINANCE S.A. en liquidation.
- 2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3.- Accepter la démission des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes et leur donner pleine et entière décharge jusqu'à ce jour.
- 4.- Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Resteront annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes.

*Première résolution*

L'Assemblée Générale décide de dissoudre et de mettre la société OLCESE FINANCE S.A. en liquidation à partir de ce jour.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale nomme Monsieur Pierre Isler, employé, né à Wohlen en Suisse, le 7 février 1947, demeurant à CH-6833 Vacallo, Via dei Riva, aux fonctions de liquidateur, lequel aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, sauf les restrictions prévues par la loi ou les statuts de la société.

*Troisième résolution*

L'Assemblée Générale donne pleine et entière décharge au membres du Conseil d'Administration et au commissaire aux comptes pour leur mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 14.25 heures.

*Evaluation*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ 750,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Mayer, C. Gomes, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 20 juillet 2007, Relation: LAC/2007/19133. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Luxembourg-Eich, le 16 août 2007.

P. Decker.

Référence de publication: 2007102239/206/59.

(070115904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2007.

---

**Brenntag FinanceCo II, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 99.198.

---

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

*BRENNTAG FinanceCo II S.à r.l.*

Signature / Signature

*Gérant / Gérant*

Référence de publication: 2007102475/24/15.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08573. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Meandros Real Estate Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 93.206.

---

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*MEANDROS REAL ESTATE HOLDING S.A., Société Anonyme*

T. Fleming / C. Schmitz

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2007102464/45/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2007, réf. LSO-CH08177. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Vlimmo International S.A., Société Anonyme Holding.**

R.C.S. Luxembourg B 45.279.

---

Avec effet au 1<sup>er</sup> août 2007, la société anonyme FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., R.C.S. Luxembourg B 5.524, avec siège à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a dénoncé le domicile établi en ses locaux de la société anonyme holding VLIMMO INTERNATIONAL S.A.

Avec effet au 1<sup>er</sup> août 2007, Madame Monique Juncker, Monsieur Jacques Claeys et la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. ont donné démission de leurs fonctions d'administrateur.

Avec effet au 1<sup>er</sup> août 2007, la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a donné démission de ses fonctions de commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2007.

Pour extrait sincère et conforme

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007102474/29/20.

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2007, réf. LSO-CH04142. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**Cegetel Holdings I B.V., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 18.450,00.**

Siège de direction effectif: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 92.158.

—  
Siège social: Herikerbergweg 2, 1101 CM Amsterdam Z.O., The Netherlands

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 14 août 2007 que la Société a transféré son siège de direction effective du 69A, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007102686/280/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08422. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**ConocoPhillips Global Funding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 8.750,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 93.080.

—  
Il résulte de la décision de l'associé unique en date du 3 août 2007 de la société ConocoPhillips GLOBAL FUNDING S.à r.l. que l'associé a pris les décisions suivantes:

1. Nomination du nouveau Gérant pour une durée indéterminée à compter du 3 août 2007:

Madame Gwénaëlle Cousin, né le 3 avril 1973 à Rennes, France, demeurant à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en qualité de Gérant B de la société.

2. Démission du Gérant suivant:

Monsieur Patrick van Denzen, né le 20 février 1971 à Geleen, Pays-Bas demeurant à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en qualité de Gérant B de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Dijkerman

Gérant B

Référence de publication: 2007102772/683/21.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08350. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---

**INSO S.A., Invest Synergy Office S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 167, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 75.383.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2007.

STRATEGO TRUST S.A.

Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2007102449/581/15.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2007, réf. LSO-CH06208. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

---